

NOIR ET ROUGE

CAHIERS D'ETUDES ANARCHISTES — COMMUNISTES

NOIR ET ROUGE

FAIRE
LE
POINT

CENTRE DE RECHERCHES
SOCIALES
ANTI-AUTORITAIRES

ARCHIVES

Les cahiers d'études anarchistes « Noir et Rouge » ont dessiné eux-mêmes leur propre physionomie idéologique à travers les vingt-sept numéros ronéotypés publiés d'avril 1956 à juin 1964. Mais il n'est pas inutile, pour ce premier numéro imprimé, de faire à nouveau le point en réexaminant ensemble notre ligne de conduite, nos méthodes de travail, nos perspectives. Nous éviterons tout côté « historique » qui présente un intérêt secondaire, et uniquement pour les initiés.

Avant de faire notre « présentation », nous essaierons de définir brièvement l'Anarchisme. Ensuite, nous répondrons à quelques questions que nos lecteurs et nos camarades nous ont posées.

Les deux aspects complémentaires de l'Anarchisme ont été bien vus :

— **le premier : l'aspect de lutte**, par Sébastien Faure :

« Ce qui existe et ce qui constitue ce qu'on peut appeler la doctrine anarchiste, c'est un ensemble de principes généraux, de conceptions fondamentales et d'applications pratiques sur lesquels l'accord s'est établi entre individus qui pensent en ennemis de l'autorité et luttent, isolément ou collectivement, contre toutes les disciplines et contraintes politiques, économiques, intellectuelles et morales qui découlent de celle-ci.

« ... L'autorité revêt trois formes principales engendrant trois groupes de contraintes : 1° la forme politique : **l'Etat** ; 2° la forme économique : **le Capital** ; 3° la forme morale : **la Religion**. »

— **le second : l'aspect constructif**, par Kropotkine (définition donnée pour l'Encyclopédie britannique, en 1911) :

« **Anarchisme** : nom donné à un principe ou une théorie de la vie et de la conduite selon lesquels la société est conçue sans gouvernement (du grec : sans autorité) : l'harmonie d'une telle société étant obtenue non par la soumission à la loi ou par l'obéissance à une quelconque autorité, mais

par de libres accords conclus entre des groupes nombreux et variés, à base territoriale ou professionnelle, constitués librement pour les besoins de la production et de la consommation, aussi bien que pour satisfaire la variété infinie des besoins et des aspirations d'un être civilisé.

« Dans une société de ce type, les associations volontaires qui commencent à couvrir tous les champs de l'activité humaine prendraient une extension encore plus grande — pour en arriver à se substituer à l'Etat dans toutes ses fonctions. »

Comment se situe notre revue dans le cadre général de l'Anarchisme ? Nous avons déjà tenté d'y répondre dans l'éditorial de nos deux premiers numéros :

« Nous sommes quelques anarchistes ayant fait l'expérience plus ou moins heureuse des divers groupes et fédérations et des méthodes de lutte et de travail employées généralement, aussi bien dans les mouvements qui se réclament de l'Anarchie que dans les autres formations politiques et syndicalistes d'orientation révolutionnaire » (n° 1, avril 1956).

« Nous avons décidé de mettre au point un bulletin idéologique dans lequel et par lequel se dégagent notre doctrine, nos positions, notre attitude enfin, dans la lutte historique présente. Il s'agit donc avant tout d'un bulletin idéologique (ou de cahiers) d'études s'adressant aux militants et aux sympathisants libertaires et, par extension naturelle, à toutes les organisations et individualités proches de nos idées » (n° 2, été 1956).

Et nous écrivions en 1961 :

« Disons tout de suite que nous ne sommes pas pleinement satisfaits de notre revue : nous avons quelquefois été routiniers, nous avons évité d'affronter des questions épineuses, nous avons hésité entre des études simples et claires et d'autres plus avancées, mais plus arides... Mais, malgré ces insuffisances, nous continuons « Noir et Rouge », car cette revue a joué un rôle dans le mouvement, et surtout a une tâche à remplir, tâche à peine commencée et qui reste devant nous. Nous considérons qu'avec une conscience aiguë de la nécessité de faire ce travail, une patience visant au-delà des résultats immédiats, une collaboration et une participation plus élargies, un esprit ouvert et critique, nous pouvons faire quelque chose d'utile » (n° 19, novembre 1961).

Le travail de notre revue se situe donc sur le plan de la recherche, des études, de la documentation sur l'Anarchisme. Par conséquent, nous n'avons aucune ambition de représentativité ni de regroupement organisationnel ; aucune animosité ni rivalité vis-à-vis des autres groupements ou publications anarchistes ou anarchisantes ; nous ne voulons au contraire que coordonner nos efforts mutuels. Nous cherchons à travailler sur une base affinitaire avec des camarades qui ont un certain nombre de conceptions qui nous sont communes.

★ ★ ★

Une de ces constatations est qu'il existe un décalage entre les aspirations, les tendances et les possibilités libertaires, d'une part, et les réalités libertaires présentes, d'autre part. Expliquons-nous : au moment où les principes essentiels de l'Anarchisme sont constamment et quotidiennement redécouverts et recher-

chés (1), la présence libertaire, en tant que pensée, connaissance, esprit, exemple, organisation, est bien loin d'être satisfaisante. Ainsi, encore une fois, nous sommes en retard, sinon complètement absents, là où nous pourrions être utiles pour éviter de nouvelles erreurs, de nouveaux mythes et de nouveaux esclavages. Surtout que l'expérience des peuples a ébranlé pas mal d'illusions, comme les restes paternalistes du colonialisme classique ou la « nécessité » de la dictature de Staline...

* * *

La conviction aussi que, pour faire ce travail de clarification, de revalorisation et d'actualisation de l'Anarchisme, il nous semble préférable que la revue se situe en dehors des organisations libertaires officielles (mais non en dehors de l'Anarchisme) ; il faut que ces recherches critiques, ces hypothèses mêmes n'engagent pas une fédération, mais uniquement ceux qui les rédigent. Ainsi s'explique ce paradoxe apparent : nous qui sommes convaincus de la nécessité d'une organisation, d'une coordination, d'une planification des efforts, nous ne faisons partie d'aucune organisation officielle. Il faut dire aussi que l'organisation anarchiste telle qu'elle est pratiquée actuellement dans certains milieux anarchistes ne nous satisfait pas entièrement.

* * *

Dans les critiques reçues, quelques lecteurs considèrent que nous ne faisons pas suffisamment de synthèses, nous ne traitons que des sujets isolés sans vouloir (ou sans pouvoir) les englober dans un système plus cohérent :

« ... je ne suis pas toujours d'accord avec vos méthodes de travail. Vous donnez trop d'extraits fragmentaires, vous ne faites pas assez la **synthèse condensée** des sujets que vous abordez. Vous ne dominez pas assez votre matière première. Cette critique me semble valable aussi bien pour votre brochure sur les collectivités que pour vos extraits de divers penseurs anarchistes dans la revue. »

C'est vrai, et c'est d'ailleurs pourquoi nous publions dans ce même numéro l'étude de Lain-Diez « Pour une systématisation de la pensée anarchiste ». Cette critique est également vraie parce qu'elle correspond à notre état d'esprit :

« Nous ne présentons pas de manifeste ronflant car nous ne croyons pas aux bibles révélées et immuables. Nous croyons plus réaliste, plus constructif et aussi... plus anarchiste de mettre perpétuellement au point un bulletin idéologique... » (Editorial, N.R. n° 1).

Il y a tellement de manifestes, de programmes, de solutions qui, en quelques pages, englobent toute la réalité, résolvent tous les problèmes ! On est tenté, pour avoir une vue générale, de donner un petit coup de pouce à quelques vérités trop complexes, de manière à les faire entrer dans le système. Nous préférons commencer dans l'autre sens, essayer de voir clair à partir de quelques problèmes limités mais qui nous semblent essentiels ; la somme de ces problèmes donnera à chacun de nous la possibilité de faire ses déductions, d'avoir une vue relativement correcte. Nous nous sommes, par exemple, préoccupés du problème racial, de la lutte des classes, de la lutte des peuples colonisés, de la lutte anticléricale, de la franc-maçonnerie, de l'organisation,

de l'individualisme, du planning familial, des réalisations collectivistes en Israël et en Espagne, etc. Une vue d'ensemble est bien sûr nécessaire, mais elle ne doit pas être faite hâtivement et ne peut avoir qu'un rôle indicatif.

* * *

Si pour quelques-uns nous sommes trop partiels et trop pragmatiques, et manquons donc d'une vision idéologique d'ensemble, pour d'autres par contre nous avons trop d'idéologie.

Depuis quelque temps déjà on dénomme « idéologie » toute idée, tout ensemble de principes considérés comme mythe, dogme, préjugé, sclérose. Cette attitude est plus courante chez ceux qui ont cru le plus fermement à un certain dogme disons marxiste-léniniste et qui, une fois déçus, sont allés à l'extrémité inverse : d'une idolâtrie idéologique absolue au pragmatisme absolu aussi, en refusant tout principe ou toute idée générale. Il est évidemment encourageant de voir la redécouverte de la spontanéité des masses, le refus d'une obéissance aveugle, l'approche de la base, une recherche d'autogestion, la dénonciation de la politisation et de l'étatisation des syndicats, des dangers du dirigisme et de la bureaucratisation, la découverte de la nouvelle classe en Russie et du phénomène d'exploitation. Il faut de la sincérité pour parcourir ce chemin, mais il ne faut pas confondre le formalisme idéologique d'un parti communiste et la formation idéologique des libertaires. L'esprit libertaire n'a rien de commun avec la discipline et le fanatisme de l'esprit bolchevique, car les « nouvelles vertus » sont en réalité pour nous de vieilles connaissances. Il est honnête de dire qu'il y a et qu'il y a eu, parmi les libertaires, des exemples d'individus ou de groupes pour lesquels l'Anarchisme n'est qu'un credo, un dogme simpliste ; mais ce sont des cas isolés et le plus souvent passagers ; pour nous, c'est une faiblesse contre laquelle nous essayons de lutter, tandis que pour d'autres ce serait un phénomène positif révolutionnaire.

* * *

Comment nous situons-nous par rapport aux courants anarchistes, à l'ancienne classification (anarchisme communiste, anarchisme syndicaliste, anarchisme individualiste, entre autres) ?

Nos cahiers ne sont pas une « tribune libre ». Ils ont en sous-titre « cahiers anarchistes-communistes », et c'est dans ce courant que nous nous plaçons. Cela dit, il faut ajouter que cette conception a été élaborée il y a déjà un certain nombre d'années. On la trouve chez Bakounine, Malatesta, Kropotkine, Sébastien Faure, Jean Grave, et aussi chez de nombreux camarades peu connus espagnols, russes, français, italiens, bulgares, etc. Les principes anarchistes-communistes ne sont pas pour nous un credo et doivent être réexaminés et réactualisés. Ils nous semblent mieux résumer, même aujourd'hui, un certain aspect de l'Anarchisme qui pour nous est toujours valable : un Anarchisme qui se définit non seulement comme une conception humaniste, individualiste, philosophique et éthique, mais aussi organisationnelle, sociale, économique, collectiviste et prolétarienne. L'acceptation de cet aspect de l'Anarchisme conduit et conduira encore aux discussions entre les différents courants. Et, en effet,

nous avons été obligés d'en soutenir quelques-unes : en refusant d'accepter le monde capitaliste classique comme moindre mal vis-à-vis du monde socialiste autoritaire ; en critiquant certains aspects de l'individualisme ; en considérant que, même si la division de classes est moins nette (elles sont moins délimitées), le phénomène essentiel d'opposition entre dirigeants-exploiteurs et dirigés-exploités est toujours valable, car les moyens de production et d'échange sont toujours aux mains des capitalistes et de l'Etat ; en niant le caractère progressiste de la franc-maçonnerie actuelle ; et nous espérons allonger cette liste... Nous espérons aussi le faire de la manière la plus objective possible, en évitant toute polémique personnelle, toute lutte formaliste.

* * *

Il nous semble d'ailleurs que la distinction classique citée plus haut est très peu valable. Les conceptions et les possibilités syndicalistes se sont modifiées, la virulence individualiste s'est atténuée, mais par contre elle a pénétré à peu près partout ; la tendance anarchiste-communiste a subi une série d'échecs. Le clivage de discussion se place sur un autre plan. Ceux qu'on peut appeler conformistes (soit par découragement, soit par esprit bureaucratique, soit par l'âge), c'est-à-dire ceux qui considèrent les insuffisances et les faiblesses actuelles de l'Anarchisme comme d'origine purement tactique, et pensent qu'il suffirait d'appuyer sur l'action et le dynamisme pour que le mouvement reprenne sa vigueur (« il manque de révolutionnaires d'autrefois » !). D'un autre côté, ceux qui acceptent certaines insuffisances tactiques et même humaines, mais qui cherchent une origine plus profonde dans l'insuffisance théorique, c'est-à-dire que les principes théoriques formulés il y a plusieurs décades doivent être adaptés à notre époque. Nous nous classons dans cette deuxième catégorie. Il ne s'agit pas d'une « révision déchirante », car les principes restent, pour l'essentiel, valables, mais uniquement de leur adaptation à notre temps. Ceci nous semble correspondre à l'esprit non conformiste et dynamique de l'Anarchisme. Nous sommes d'accord sur ce point avec le camarade qui a écrit : « Il est étonnant de voir tellement de conformisme chez des libertaires qui, par définition même, sont des non-conformistes » (Charles-Auguste Bontemps). Ce travail est difficile, il présente même des dangers ; en poussant le souci de critique et d'originalité, on peut en arriver à abandonner la conception anarchiste au profit d'autres en fin de compte beaucoup moins originales. Mais c'est un travail nécessaire.

* * *

Un autre camarade nous a écrit :

« ... N&R doit être vraiment très difficile à lire pour un anarchiste sans formation théorique et surtout historique. Car N&R met en œuvre des points de détails historiques, politiques ou théoriques, en fait l'étude sérieuse, essaie d'en tirer les enseignements, mais **sans jamais en rappeler assez le contexte plus général** (...) éviter les **allusions** (que ne comprennent que les gens « dans le coup »), le jargon militant (un peu, ça va, mais trop, ça noie), les sous-entendus, les « coups d'œil » au lecteur ou la référence imprécise. »

Il faut donc ne pas s'enfermer dans notre monde libertaire et y discuter sur des détails plus ou moins ésotériques et incompréhensibles pour les non-initiés. Il faut s'ouvrir plus largement vers des horizons plus neufs et plus

variés, mais sans pour autant tomber dans le prosélytisme simpliste, le jargon pseudo-populaire, faire des jongleries pour plaire au public, ou crier : Ne dormez plus, la Révolution est pour demain !

Au début de cet article, nous avons dit ne pas vouloir faire de programme ni de plateforme. Mais les quelques questions que nous venons de voir pourraient servir à fabriquer une « déclaration de principes », un manifeste ronflant... Ces constatations ne sont malgré tout que des hypothèses, des sujets de réflexion, des invitations au travail.

L'aspect « théorique » de notre travail n'exclut nullement, bien au contraire, les prises de position, les engagements sur l'actualité et le militantisme quotidien. Nous participons selon nos possibilités à toutes initiatives où notre présence semble utile.

* * *

Avant de terminer, quelques mots sur nos projets et nos perspectives. Nous sommes en liaison avec un certain nombre de camarades, de groupements et de revues, dans le but d'une coordination non seulement du côté technique (échanges de documentation, traductions, etc.), mais aussi d'une planification dans le travail de rédaction et de publication. Ces contacts sont jusqu'à présent très encourageants ; chacun d'entre nous gardant son autonomie (il ne s'agit pas d'une organisation formelle, mais plutôt d'une organisation fonctionnelle sur des tâches précises), nous arriverons à un meilleur résultat en supprimant les travaux parallèles ou déjà faits. Les possibilités et les projets ne manquent pas.

« Noir et Rouge ».

Décembre 64.

(1) Comme ceux du fédéralisme, de la décentralisation, de l'autogestion, des rapports entre la base des producteurs et des consommateurs et le sommet des dirigeants et des bureaucrates, du souci de l'individu trop souvent oublié, du refus de l'immixtion de l'Etat dans tous les domaines (aspirations qui ne sont pas uniquement libertaires, mais que les libertaires ont mieux saisies et défendues).

POUR UNE SYSTÉMATISATION DE LA PENSÉE ANARCHISTE

Nous avons reçu le texte de la conférence que le camarade Lain-Diez a récemment faite à Santiago du Chili, en espagnol, et qu'il a traduite lui-même en français pour N.&R.

Limités par le nombre de pages de la revue, nous n'avons gardé que le texte intégral des cinq premiers chapitres, ce qui représente environ la moitié de la conférence. Il aurait été plus difficile de condenser le texte entier, au risque d'en déformer la pensée, et les cinq premiers chapitres sont peut-être les plus actuels.

Nous ne sommes pas entièrement d'accord avec Lain-Diez, et nous ajouterons quelques mots à la fin, avec nos remarques.

1. — *L'idéal anarchiste est une société d'où l'on a banni l'empire de toute institution autoritaire et l'exploitation de l'homme par l'homme.*

Cette société, en langage politique, est synonyme d'un régime fédéral qui s'organise de bas en haut par fédération d'unités territoriales s'engageant mutuellement à respecter leur propre individualité. Sur le terrain économique, ces unités établissent des échelons successifs de coordination dans la mesure où elles jugent nécessaire de centraliser et rationaliser les entreprises et de compenser les inégalités s'ensuivant des différences de productivité ou de situation géographique. Au cours de toute cette œuvre de coordination et compensation le critérium de la croissance organique aura la priorité sur celui de la « planification », si par là on entend la direction centralisée et bureaucratique de l'économie (Gosplan) (1). Par « croissance organique » nous entendons un développement où les demandes réelles de biens et de services de n'importe quelle communauté peuvent s'exprimer librement, sans les distorsions occasionnées soit par la propagande commerciale créatrice de nécessités artificielles, soit par des raretés factices résultant du plan, expression des décisions des techno-bureaucrates qui fixent arbitrairement ce qui doit être consommé ou produit, plus appliqués à leurs intérêts de classe co-dominante et à ceux de l'Etat qu'ils servent.

Avec les premiers essais d'organiser la société d'accord avec la vision du monde ébauchée, ne disparaîtront pas automatiquement les conflits humains, toujours latents chez l'homme, moulé par des siècles d'oppression, de servilisme et de violence. Aussi bien la sociologie comme la psychologie des conflits feront l'objet de recherches approfondies (dans le genre de l'école de Birmingham par exemple) pour résoudre harmonieusement les dissensions inévitables, héritage de ces facteurs traditionnels d'une part, de l'autre des rajustements imposés par le nouvel ordre, sans compter les erreurs qu'entraîne toute expérience hors des sentiers battus.

L'idéal de société entrevue par l'anarchisme pose d'emblée le problème des objectifs humains, car il n'y a pas lieu de réformer parallèlement la société sans réformer l'homme. En cela il s'écarte du marxisme, qui fait dépendre l'homme de la société, plus étroitement de son infrastructure économique, et qui ne s'est jamais posé la question de l'autonomie morale, avec les conséquences

déplorables qu'on sait. Mais la réforme de l'homme sous-entend des fins éthiques auxquelles s'adaptera son éducation. Ces fins et les méthodes éducatives appropriées ne devront pas poursuivre l'adaptation passive au nouveau régime en vue de le consolider mais l'exaltation des facultés créatrices, surtout sur le terrain de l'art, pour parer aux conformismes qui pourraient mettre un frein au progrès et menacer derechef la liberté de l'individu, cette cellule revitalisante de l'organisme social.

2. — *Les fins et les moyens se tiennent pour former un tout inséparable ; mais ce sont les moyens qui, en dernière instance, déterminent les fins.*

En effet, si les hommes choisissent des moyens divorcés de normes éthiques librement acceptées qui s'adaptent aux objectifs élevés poursuivis, que ce soit par des circonstances exceptionnelles ou de simple opportunité, il arrivera fatalement qu'ils chercheront à colorer leurs transgressions et à donner le change. Ceci les induira d'une façon subtile et sournoise à modifier les fins et abandonner leurs principes pour leur en substituer d'autres en accord avec leur pratique utilitaire. Ainsi pointe un processus de corruption qui terminera par discréditer le mouvement auquel ils appartiennent et les propres idéaux qui l'enflamment.

De là le besoin de confronter fréquemment les moyens avec les principes. Qu'entendons-nous par « principes » ? Ce sont des points de départ, des postulats, des orientations qui résument *notre* conception des valeurs humaines et de la vie et nous évitent la peine de réviser continuellement les notions fondamentales. En d'autres termes, il s'agit de formules qui condensent des expériences séculaires illuminées par la raison ; comme telle, leur validité ne peut être sujette aux caprices sporadiques des innovateurs, soucieux de les interpréter ou « appliquer » pour couvrir d'un drapeau usurpé leur contrebande « circonstancieliste ». Qu'on ne s'y méprenne pas, dans l'anarchisme tout n'est pas innovation et changement perpétuel : il y a aussi une œuvre de conservation des valeurs, ce qui n'exclut nullement une lente et patiente assimilation de nouvelles expériences. Celles-ci s'incorporent et enrichissent peu à peu son patrimoine spirituel, fournissant ainsi des nouvelles armes idéologiques et affectives à notre mouvement pour une efficacité accrue dans la propagande et dans l'action.

3. — *Les expériences récentes de l'anarchisme imposent la considération des valeurs et des moyens de préférence sur celles des fins et idéaux.*

Dans son court passé historique notre mouvement n'a pas réussi à éviter deux écueils qu'une plus grande place accordée aux valeurs et moyens lui aurait permis de contourner : L'un est le millénarisme (2), l'autre, la superstition négative de l'Etat, l'antithèse de la superstition positive ou mythe de l'Etat.

L'idéal défini au début a trop occupé l'imagination des militants de la période héroïque aux dépens d'une vision plus constructive de l'anarchisme dans l'immédiat. En appuyant fastidieusement sur la mi-vérité que « les utopies d'aujourd'hui sont les réalités de demain », la fantaisie millénariste, celle du paradis sur la terre, s'est donnée libre cours sans que, du reste, les rêves se soient jamais cristallisés en schémas concrets d'organisation de la société future et des mesures à prendre « le lendemain de la révolution ». Ils sont comptés les esprits prévoyants qui ont pensé à ces problèmes ou proposé des solutions aux tâches les plus urgentes d'un organisme de transition.

Si l'on excepte Proudhon, au siècle dernier, qui a dédié très peu de pages, quoique pleines de substance, à cet aspect constructif potentiel, et Kropotkine,

dont les recherches sur les relations mutuelles entre champs, fabriques et ateliers contiennent des données encore utiles et des suggestions intéressantes, nous ne trouvons pratiquement rien sur cette matière dans la copieuse littérature, de l'anarchisme, ni aucun effort sérieux de la part des leaders du syndicalisme révolutionnaire pour se rendre capables d'agir dans l'éventualité d'un soudain et immense effort de reconstruction sociale. Francisco Ferrer s'indignait, non sans raison, de cette indifférence et a rudement malmené ses amis des syndicats dans la presse ouvrière de Barcelone à ce sujet.

(J'en ai parlé plus longuement dans ma conférence du cinquantenaire de l'assassinat de Ferrer, au Centre Républicain Espagnol de Santiago, Chili.)

Je ne nie nullement qu'il n'y ait des livres comme celui de Santillan sur « l'organisme économique de la révolution » (Barcelone 1938) et d'autres de moindre envergure, comme celui d'Hérédia au Chili (1937) ; mais à part leurs limitations, ils ne sont pas libres de préjugés « planistes » qui aboutissent, dans le dernier nommé, à un schématisme si simplificateur et centralisateur à la fois, qu'on courrait bien le risque, si l'on venait jamais à le mettre en pratique, de produire des maux semblables à ceux que nous voulons fuir : planification, bureaucratie et dictature.

Cependant, ces projets d'organisation sont aussi le produit d'une mentalité encline à l'utopisme et ne sont en fin de compte que des compléments techniques dont le but est de fournir une base d'apparence scientifique à nos rêves futuristes. En le serrant de plus près, le problème de préfigurer la société de nos vœux, ne fut-ce que dans ses lignes générales, est un problème insoluble, illustration parfaite du classique paradoxe de Zénon. En fait, si on ne veut pas se payer d'illusions et que l'on cherche à planter ses pieds fermement dans la réalité, il faudra bien partir des statistiques économiques et vitales existantes et combiner ces données, souvent distorsionnées, avec des hypothèses arbitraires sur l'incidence des nouveaux facteurs sur la consommation et la production et sur le comportement des hommes dans des circonstances complètement différentes des actuelles ; le tout aggravé par les tensions propres à un procès révolutionnaire qui ajoute des moments d'incertitude. Le fougueux Achille planificateur ne rattrapera jamais la tortue révolutionnaire.

Le travail, donc la société, s'organisera de soi-même (thèse chère à Sorel). « On s'engage et puis on voit », disait Napoléon en attaquant, ce qui, traduit en langage populaire de chez nous, signifie : « Chemin faisant on partagera la charge ». Si le muletier est compétent, nul doute que la troupe ne s'arrêtera pas et que la charge arrivera à destination. Les travailleurs des champs et des ateliers en Espagne savaient très bien ce qu'ils faisaient en collectivisant et ils auraient mieux réussi encore si les leaders syndicalistes, du fait de leur « circonstancialisme » (3), n'avaient prétendu, avec leur fatras de réglementations, incorporer la société naissante, égalitaire, promesse d'un avenir splendide, à l'Etat qu'ils contribuèrent à restaurer en bousculant leurs principes.

Mettons donc de côté pour le moment nos plans futuristes et fixons notre attention sur les principes, pour remonter de là aux valeurs, problème fondamental de l'heure actuelle. Nous serons mieux armés ainsi pour aborder le choix des moyens dont nous nous servirons dans notre propagande et notre action, de même que dans l'œuvre tout aussi importante d'harmoniser nos vies avec les principes que nous proclamons.

Il y a une autre raison de poids pour reprendre ce processus classificateur, qui doit être conçu comme un examen de conscience préalable à toute tentative de récupérer des positions perdues : c'est la nécessité de nous identifier et d'éviter toute confusion avec d'autres mouvements, de résister à l'attraction qu'ils ont exercée et pourraient encore exercer sur nous au grand dam de l'avenir du nôtre. Quand il s'agit des fins, le marxisme a pris de temps à autre un masque libertaire. Le premier exemple est celui de l'intervention de Marx en personne dans les deux manifestes et l'adresse lancés du siège londonien de l'Internationale à l'occasion de la Commune de Paris, réunies plus tard en volume dans sa célèbre *Guerre Civile en France*, œuvre, du reste très intéressante et conçue dans un esprit vraiment révolutionnaire. Aussi bien lui que son frère d'armes Engels ont considéré cette épopée et les réalisations politiques et sociales de son bref règne comme le premier essai d'instaurer la « dictature du prolétariat ». Mais c'est un fait que la Commune de Paris, par certains côtés, eut une physiologie nettement prolétaire et telles de ses initiatives méritèrent l'approbation enthousiaste du secteur anti-autoritaire de l'Internationale dominé par Bakounine et Guillaume. L'attitude anarchisante de Marx fit beaucoup, malheureusement, pour propager dans les masses l'idée de dictature.

(J'ai analysé les deux interprétations de la Commune, celle de Marx et celle de Bakounine, dans un article du *Libertaire*, le 4 avril 1947. Cet article, ou plutôt essai, a été traduit en anglais par Karl Korsch et publié, précédé d'un commentaire de Korsch même, dans le *Southern Advocate of Council Communism* de Sydney, Australie.)

Lénine devait exploiter à fond cette confusion dans son livre « L'Etat et la Révolution », écrit la veille de s'emparer du pouvoir dictatorial. Il obéissait au double dessein de combattre le réformisme de la social-démocratie, tant en Allemagne que en Russie (menchévisme) et de s'attirer l'important secteur minoritaire anarchiste qui gagnait du terrain avec ses slogans d'action directe et d'abolition de l'Etat. Beaucoup de gens se firent illusion sur le Lénine d'immédiatement avant la révolution et prirent au sérieux son apparent accord opportuniste avec l'anarchisme, sa pose quasi libertaire. Tant et si bien que la première opposition dans les rangs du bolchévisme — *l'opposition ouvrière* — s'appuyait sur le Lénine de « L'Etat et la Révolution » pour combattre la pratique du Lénine au pouvoir.

On pourrait interpréter cette équivoque par un dialogue entre un léniniste de bonne foi et un anarchiste candide. « Pourquoi ne pourrions-nous pas marcher unis », alléguerait le premier, « dans la lutte contre la réaction, puisque nos fins sont les mêmes, le communisme du « chacun selon sa capacité et à chacun selon ses besoins » ? Après tout, ce qui nous sépare n'est qu'une question secondaire, une simple appréciation du temps nécessaire pour passer de la première phase, la dictature (et sa séquelle la terreur, mais de cela il n'en soufflera mot) au communisme libertaire. Qu'on nous donne le temps tout juste pour détruire les mercenaires au service de l'impérialisme et les ennemis de classe à l'intérieur, et pour allumer dans le reste du monde le feu qui anéantira ce régime d'ignominie condamné par l'histoire. » Et il est fort probable, nous en savons quelque chose, que l'anarchiste candide, s'il manque de fermeté doctrinale et d'une trempe éprouvée, se laissera convaincre par ce raisonnement circonstanciel et donnera son approbation à des moyens contraires à ses principes sociaux et moraux, dans l'espoir d'atteindre promptement un but éloigné que l'Etat dictatorial s'arrange pour reculer de jour en jour.

Voilà pourquoi les considérations sur les fins n'ont pas d'importance pour nous séparer des courants totalitaires qui aspirent au pouvoir et pour nous identifier et parler à cœur ouvert face aux groupes humains et individus que nous prétendons gagner à notre cause. Plus encore, ces considérations risquent de faire tomber les innocents dans des pièges dialectiques du fait de la méconnaissance assez générale dans les milieux libertaires des modes de raisonnements familiers aux marxistes.

Ainsi déblayé le chemin des fins — jusqu'à nouvel ordre — nous pourrons nous concentrer dans les réflexions sur les valeurs, principes et moyens, tâche pressante qu'on ne peut pas remettre à demain. Mais je dois dire d'abord quelques mots sur le second écueil mentionné : la superstition de l'Etat. C'est une des opinions les plus ancrées voire obsessionnelle, de l'anarchisme, que la plupart des maux qui affligent l'humanité trouvent leur siège dans l'Etat. En le supprimant, disparaîtra la source principale de l'autoritarisme et de l'oppression qui entravent le libre épanouissement de la personnalité humaine. C'est pourquoi, en théorie autant qu'en pratique, les anarchistes ont concentré leurs feux sur le mythe de l'Etat et ses expressions concrètes. Mais on oublie ainsi que l'Etat est un effet de causes sociales profondes, c'est-à-dire que c'est un produit social dont la genèse dans le temps est conditionnée par des facteurs biologiques, économiques et psychologiques primaires. Certes, l'Etat même, de nos jours, par un impératif de conservation, en est le promoteur et intensifie leurs effets ; mais cela n'est qu'une réaction secondaire qui présuppose l'existence de ces facteurs primaires. Ce sont ceux-ci qu'il faut déraciner si nous voulons soit empêcher le resurgissement de l'Etat après chaque tentative de l'abolir, soit simplement de réduire son agressivité et sa prépotence.

Il faut le dire et le répéter, l'Etat plonge ses racines dans les profondeurs de la société et de l'homme mêmes. Ce sujet se prête à de longs développements, mais je me bornerai pour l'instant à énoncer une vérité fondamentale : si l'on veut combattre efficacement l'Etat, il est nécessaire de réformer la société et l'homme qui l'enfantent et le font durer. Les armes politiques et la politique des armes sont absolument inefficaces à cette fin. Il y a cependant un aspect positif dans la lutte déjà séculaire de l'anarchisme et, en général, de l'individu contre l'Etat : c'est l'importance accordée à l'action directe sans laquelle, comme disait Gandhi, « rien ne s'est jamais fait en ce monde ». Et il est douloureux de constater comment on a oublié et oublie encore dans des milieux dits libertaires cette vérité si hautement proclamée et victorieusement mise en pratique par le libérateur de l'Inde (4).

Une dernière remarque sur cette question de l'Etat. Landauer a justement défini l'Etat comme un ensemble de relations sociales ; on le nie, ajoutait-il, en contractant de nouvelles relations sociales. Comment en contracter ? Plusieurs expériences contemporaines nous l'apprennent : le « bhoudanisme » de Vinova Bhave, disciple de Gandhi, avec ses deux millions et demi d'hectares et quatre cents villages collectivisés ; les khibutzim d'Israël (5), qui ont transformé un désert en jardin ; les collectivités agraires pendant la guerre civile en Espagne (6), dont l'importance n'est pas suffisamment appréciée ; les réalisations urbanistiques et rurales de Danilo Dolci en Sicile, qui a su vraiment vaincre tous les obstacles bureaucratiques d'un gouvernement tracassier ; l'action communautaire engagée par Adrien Olivetti (7) dans le nord de l'Italie, poursuivie après sa mort par l'ensemble des communautés touchées par son initiative ; la

nouvelle entreprise d'une « fabrique pour la paix » (8) lancée par de jeunes pionniers émules des vieux coopérateurs de Rochdale, avec un programme vaste et ambitieux, qui mérite notre suffrage et les apports généreux de tous les anarchistes du monde. Et « last but not least », l'action révolutionnaire des « espions pour la paix » en Grande-Bretagne, lesquels ont emporté sur le gouvernement une victoire foudroyante et spectaculaire. N'oublions pas non plus le grand mouvement coopérativiste.

Au cours de toutes ces réalisations nous entrerons parfois en conflit avec l'Etat. Comment vaincre avec un minimum d'agressivité violente la résistance que celui-ci oppose à l'invasion croissante des initiatives libertaires en voie de se consolider et de s'étendre dans la société, voilà la tâche pratique la plus importante de l'anarchisme d'aujourd'hui.

4. — *Contre l'historicisme, notre mouvement doit affirmer le volontarisme.*

Par *historicisme* je désignerai toutes les théories qui jugent les doctrines et les exploits humains en général en les replaçant dans un contexte historique, celui-ci conçu comme un développement indéfini, soit rectiligne ou continu, soit dialectique. Le premier cas est illustré par la théorie du progrès en vertu d'une loi de notre évolution intellectuelle, par exemple la loi des trois états de Comte, et le second, par l'alternance de thèse, anti-thèse et synthèse propre au système hégélien (copié par Marx), que Dühring, avec son ironie mordante, qualifiait de « sinonisme » (Janeineri). La caractéristique commune de ces systèmes historicistes, c'est la suprématie, au point de vue de la décision dans les affaires humaines, de l'Histoire avec majuscule, qui à l'insu des hommes leur imposerait sa loi : un progrès fatal ou un processus didactique. Cette nouvelle divinité, jalouse, a ses intermédiaires lesquels, à l'instar des prêtres des anciennes religions, interprètent ses desseins, prophétisent comme eux et fulminent des anathèmes contre les mécréants qui ne se laissent pas impressionner par leurs révélations. Ils arment aussi le bras séculaire contre les hérétiques et n'hésitent pas à emprunter les moyens que les inquisitions de tous les temps ont employés contre les esprits libres.

Cependant, à l'idée de loi l'anarchisme ne prétend pas opposer celle de caprice. Il ne nie point l'existence de certaines uniformités dans la société, comme on le constate dans les phénomènes de la nature, qui créent l'environnement, l'ambiance, le milieu, au sein duquel se meuvent et évoluent les hommes. Mais ce sont tout au plus des facteurs de détermination parmi d'autres, lesquels exercent une influence plus ou moins grande selon les circonstances historiques et la capacité créatrice de l'homme, sa volonté de subsister et de se surpasser.

Le volontarisme anarchiste d'après ma conception personnelle — je reconnais cependant ma dette envers Proudhon et Renouvier (9) postule une évolution discontinue de la société, c'est-à-dire, composée de séries ou évolutions successives. Chaque série se distingue de l'antérieur par de nouveaux apports qui modifient substantiellement la physionomie sociale et les conceptions que les hommes se forment de leurs rapports avec leurs semblables et avec l'univers. Il y a des séries parallèles dans le temps, en des lieux différents du globe, lesquelles s'enchevêtrent chaque fois plus pour configurer finalement un seul processus fondamental, une série mondiale devant être à son tour continuée par une autre série empreinte de caractères nouveaux, et ainsi indéfiniment. Le trait saillant du volontarisme est donc la *liberté*. Celle-ci se manifeste par

l'écllosion de nouvelles forces qui rompent la continuité du développement et ne s'expliquent pas par les antécédents connus ni par les données de la conscience historique. Ce sont comme des ferments qui apparaissent subitement, incubés dans le silence de la gestation humaine. C'est une vaine entreprise que vouloir les relier au passé. Ce processus est typique des grandes religions, dont la genèse n'a aucune explication historique, je dirai même rationnelle et scientifique.

Cette rupture de la continuité historique est la condition du dynamisme dans la société. Les facteurs statiques s'accumulent et se consolident et tendent à l'immobiliser. De cette condition d'immobilité les découvertes et inventions de l'homme la tirent. Les progrès de la navigation et de nos connaissances astronomiques nous ont ouvert des mondes nouveaux ; les concepts inattendus et même révolutionnaires de la physique relativiste et des « quanta » ont modifié profondément notre vision de la nature ; les audacieuses techniques astronautiques font reculer de centaines de milliers de kilomètres les limites de l'exploration directe de l'espace par l'homme. Toutes ces découvertes et inventions, réalisées dans un laps de temps étonnamment court, sont comme de gigantesques diastoles (10) qui secouent les structures vétustes de la société. Les mutations sociales sont d'une ampleur qu'on n'observe guère dans la nature végétale. La biologie humaine, la sociologie et la morale connaissent aussi leurs révolutions libératrices.

5. — *Les valeurs et notions qui donneront forme à nos principes d'action doivent être tirées d'un ensemble cohérent de concepts enchaînés logiquement, élaborés à l'aide d'une philosophie analytique de l'histoire et d'une science de la morale. Cet ensemble constituera l'idéologie fondamentale de l'anarchisme.*

Il y a beaucoup d'éléments précieux épars dans le monde spirituel susceptibles de s'intégrer dans une pensée systématique de l'anarchisme, seule façon de penser digne d'arrêter notre attention. Sans pensée systématique nous n'atteindrons jamais une fermeté doctrinale et un pouvoir de convaincre capables de nous assurer la supériorité dans les controverses et luttes avec les autres courants sociaux, politiques ou religieux. Voilà le nœud de la question : ou bien nous pensons méthodiquement pour systématiser nos convictions, leur assurant ainsi un solide front de bataille, ou bien nous continuerons de piétiner sur place dans un empirisme routinier, exposés à chaque moment à des reniements et chutes spectaculaires, soit d'individus isolés, soit de groupes spécifiques ou d'organisations syndicales d'orientation anarchiste.

La religion catholique n'abandonne pas l'arène historique et gagne même des positions (11). Si nous étudions son passé et son évolution nous constaterons l'importance que l'Eglise a donnée à la pensée systématique. La *Somme Théologique* de saint Thomas, qui inspire encore le néo-scholasticisme contemporain, continue à mouler, sept siècles après son élaboration, la mentalité de ses théologues. Cette philosophie fut mise à la portée d'un vaste auditoire dans la *Somme contre les gentils*, arme idéologique de vulgarisation doctrinaire et de combat contre les survivances païennes et le rationalisme.

La vitalité surprenante du thomisme est en grande partie la conséquence de son assimilation de la philosophie d'Aristote, la plus systématique de l'antiquité. Un édifice bien construit résiste mieux aux rigueurs du temps qu'un autre à moitié achevé. Bâtissons le nôtre solidement avec de nouveaux matériaux et avec les vieux qui ont enduré l'épreuve des siècles, entre autres, l'indi-

vidualisme de l'antiquité et le nominalisme d'Occam, purgé de ses ingrédients théologiques. Aussi bien Epicure que Chrisippe et Occam sont des penseurs systématiques.

Le positivisme est un autre exemple de vitalité (12). Sur le terrain scientifique et gnoséologique c'est encore la philosophie dominante. Ses modes de penser ont pénétré de telle façon qu'il est difficile de s'imaginer qu'il y a un siècle à peine elle était considérée révolutionnaire et trouvait une résistance opiniâtre non seulement dans les milieux religieux mais aussi dans les milieux philosophiques et sociaux. Mais Comte était le penseur le plus systématique de son temps et avait des solutions pour tous les problèmes de son époque. Qu'ils fussent tous bien posés, c'est une question à part ; ce qui est intéressant c'est qu'il s'efforça d'être complet et voilà le secret de la persistance des habitudes intellectuelles qu'il introduisit chez nous. Son relativisme, sa volonté d'écarter les vaines chimères pour diriger l'effort humain sur des réalisations socialement utiles, sa définition des caractères de la connaissance positive, ce sont tous des éléments susceptibles de s'intégrer dans une philosophie de l'anarchisme.

Plus près, redoutablement près de nous, et comme une preuve palpable de la vitalité de la pensée systématique, nous avons le marxisme. Personne ne peut nier sa vitalité (13), quoiqu'il se soit attiré le courroux haineux des éléments sociaux les plus rétrogrades, qui ont lancé une croisade après l'autre pour le déraciner et le rendre inoffensif. Sans doute, à certains points de vue, son action a été néfaste pour le progrès de nos idées, mais qui peut nier les apports heureux de Marx à la recherche historique, rajeunie avec sa conception matérialiste de l'histoire, et à l'économie politique avec son *Capital*, monument impérissable où la pensée systématique célèbre une victoire sans pareille. Quels que soient les défauts et les erreurs faciles à signaler dans ses ouvrages les plus importants, il n'est pas moins certain qu'ils ont été un levain fécond qui a contribué à former l'idéologie d'un Bakounine (14) et, plus près de nous, d'Andrés Nin (15) et Juan Peiró (16).

Le temps presse. L'élaboration d'une synthèse de la pensée anarchiste répondant à tous les besoins sociaux et spirituels de notre époque troublée doit être la finalité essentielle de notre mouvement. Depuis Proudhon et Bakounine la production des propagandistes des générations postérieures est fort incomplète, car ils n'ont considéré que des aspects partiels. Avec un dévouement exemplaire ils sont allés au plus pressant des tâches pratiques. Sans doute ils ne manquaient pas de vocation et qui sait quelle œuvre monumentale nous aurait laissé Berneri si d'autres circonstances lui avaient permis d'élaborer sa pensée théorique, dont on peut apprécier la richesse et la profondeur à travers les pages, hélas ! trop peu nombreuses, qu'il nous a léguées. C'est peut-être Kropotkine qui a le plus clairement perçu l'urgence que nous signalons quand il entreprit l'*Ethique*, œuvre plutôt faible et inachevée. Son *Entraide* est tout de même un échelon dans la tentative de systématiser la philosophie sous-jacente de l'anarchisme. Il est regrettable que les esprits les mieux doués pour cette tâche hésitent à ouvrir une parenthèse dans leur vie, de crainte de s'enfermer isolés dans une tour d'ivoire, exposés à la méfiance et aux risées des activistes (17), militants pour la plupart du syndicalisme dit révolutionnaire (chez nous anarcho-syndicalisme).

L'effort de systématisation ne doit cependant pas nous désintéresser, en tant que mouvement, des travaux spécifiques. Il est nécessaire aussi de s'attaquer

à des problèmes pratiques dans des milieux divers. Cette double action, théorique d'un côté, pratique de l'autre, peut conduire à un conflit de tendances. Ceci est inévitable, mais nécessaire et utile. Nous ne devons pas craindre d'avoir à condamner, au nom d'une théorie chaque fois plus complète, solide et cohérente, ce qu'un empirisme circonstanciel nous impose aujourd'hui.

LAIN-DIEZ.

● NOTES DE LA REDACTION

(1) Gosplan : vient du russe Gossoudarstro-Etat ; signifie Commission d'Etat au Plan.

(2) Le mot « millénarisme » est expliqué plus loin dans le texte.

(3) Allusion à la C.N.T. en Espagne, aux partisans de l'entrée au Gouvernement qui la justifiaient par « les circonstances », ainsi Peirats, dans « La CNT en la Revolucion Espanola » écrit-il (tome III, p. 319) : « La tendance non circonstancialiste mais permanente » de la FAI.

(4) Nous sommes d'accord au sujet de l'action directe, peut-être aussi sur la non-violence de Gandhi ; mais la libération de l'Inde ne l'est qu'en tant qu'indépendance politique, non pas en tant que libération sociale, économique, religieuse.

(5) Nous en avons déjà parlé dans N. & R. n° 17.

(6) Voir la brochure « Collectivités anarchistes en Espagne révolutionnaire ».

(7) L'expérience d'Adrien Olivetti est moins convaincante, bien qu'il ait fait de belles réalisations (mais aussi des réalisations purement capitalistes).

(8) Voir « Le Monde Libertaire » de novembre 1964.

(9) Voir aussi la discussion entre Malatesta et Kropotkine sur le volontarisme et les facteurs économiques. La conception de Lain-Diez est intéressante, mais il néglige peut-être un peu le côté matérialiste du problème.

(10) « Diastole » : l'un des mouvements du cœur (repos, remplissage) ; l'autre étant la « systole » (contraction, chasse le sang).

(11) C'est un fait que l'Eglise gagne des positions, ce qui est dû, selon nous, non seulement au thomisme, mais aussi au pouvoir d'adaptation que les catholiques (et les autres) ont montré, ainsi qu'au pouvoir tout court, que l'Eglise exerce de différentes manières.

(12) Mais le positivisme a montré aussi ses limites et ses insuffisances, précisément en Amérique du Sud (Brésil par exemple) et au Mexique.

(13) Le marxisme a triomphé en Occident (le parti social-démocrate) en devenant le « gérant du capitalisme » ; il a triomphé en Russie en tuant la Révolution et en la transformant en usine étatisée (ou en camp de concentration).

(14) Bakounine a effectivement appris certaines choses de Marx sur le plan économique, et en partie sur le plan philosophique. Marx les avait apprises chez Ricardo, chez Proudhon, etc... qui eux-mêmes... Mais l'enseignement que Marx a tiré de son côté de Bakounine sur le plan révolutionnaire, sur la spontanéité, a été malheureusement tout à fait transitoire (comme en ce qui concerne Lénine également).

(15) Andrés Nin, instituteur, d'abord militant de la CNT. Au Congrès de 1919 il déclarait : « Je suis un fanatique de l'Action, de la Révolution ; je crois aux actes plus qu'aux idéologies lointaines et aux questions abstraites. » Ensuite il passa au P.C. puis en fut exclu. Avec d'anciens communistes et des trotskystes, il forma le POUM vers 1932. En mai 1937, la police russe l'assassina à Barcelone.

(16) Juan Petro, militant très célèbre de la CNT, connu pour sa position opposée à la FAI, il entra au gouvernement comme ministre de l'Industrie. En 1942, il fut livré par Vichy à Franco, avec Companys (ex-président de la Catalogne) et après avoir refusé un poste dans les syndicats franquistes, il fut fusillé.

(17) Parmi les syndicalistes, il y a sûrement des « activistes » dans le sens que leur donne Lain-Diez. Mais il y a aussi des « activistes » dans toutes les sortes d'organisations, même en dehors des syndicats. Par contre, parmi les militants syndicalistes il y a aussi des camarades qui « réfléchissent ». D'ailleurs la « réflexion » et « l'action » ne doivent pas s'exclure, au contraire. Lain-Diez, plus loin, précise sa pensée dans le même sens.

ESPAGNE 64

Depuis 1962 nous faisons ici le point (1) sur la situation politico-économique espagnole. L'année qui s'écoule accentue l'évolution de l'année dernière.

Malgré les dénonciations et les attaques des antifranquistes et de certains secteurs franquistes (Phalange, catholiques « évolutifs » ou de gauche comme ils se font appeler), l'Opus Dei (technocratie catholique réactionnaire : voir « N & R » 23) règne en maîtresse sur le gouvernement, et l'essor et la modernisation du capitalisme continuent.

— Les polémiques sur l'Opus Dei dans la presse cessent sous la pression du gouvernement (1-11-64).

Le tourisme a battu tous les records. L'industrie automobile (pièce la plus importante de l'industrie d'un pays) est en pleine croissance. Mieux : Fiat, Renault, les marques anglaises et américaines investissent et construisent des usines, car le marché espagnol des voitures s'ouvre au moment où l'Europe subit une crise sur ce plan. Donc, économiquement l'Espagne n'aura pas de difficultés pour les années à venir.

— 13 millions de touristes, 900 millions de dollars, autant que toutes les exportations de marchandises (estimation 17-8-64).

— *The Financial Times* (29-7-64).

Les seuls ennuis sont causés par les faillites ou les difficultés dans des zones économiques mal équipées (charbon asturien, agriculture) ou condamnées (petites industries) afin d'être récupérées par les trusts (politique de l'Opus Dei). De nombreuses grèves sporadiques ont eu lieu, elles ont été réglées soit par des promesses (Asturies), soit par des avantages de salaires plus ou moins réels, suivant que les usines sont ou non contrôlées par l'Opus Dei.

Sur le plan social, l'émigration (ouvriers, paysans, certaines professions libérales, tous ceux qui ne se « défendent » pas) a été sans aucun doute très importante.

Sur le plan international, les rapports hispano-russes ont été consacrés publiquement et officiellement par le match de football U.R.S.S.-Espagne à Madrid, devant *Franco, qui écouta*, comme tous les spectateurs (triés sur le volet), avec recueillement l'hymne russe (2).

— On peut ajouter la tragique comédie de l'appui économique et politique de Franco à Castro depuis décembre 1963, malgré les Etats-Unis, et qui a abouti à ce paradoxe de prostitution politique, hélas ! quotidien : un cargo espagnol coulé par les anticastristes, qui sont pourtant soutenus par l'Espagne (16-9-64). Pauvre révolution cubaine alliée à Franco, pauvres révolutionnaires espagnols, s'ils croient à Castro !

Quelles sont les réactions des antifranquistes ?

Du côté des non-révolutionnaires (ceux que nous avons également appelés par abus de langage, « non violents »), c'est la satisfaction, ils pensent qu'« on » leur prépare le terrain. Qui est cet « on » ? C'est Franco lui-même qui, derrière

les attaques contre Gil Robles ou Rodruėjo, tire les ficelles, de même qu'en quelques jours il reçut les prétendants au trône Don Juan et Don Carlos (ce qui amena les protestations de quatre ou cinq autres, car ils sont, semble-t-il, au moins huit).

— Les non-révolutionnaires envoient leur prose au « Monde », Tierno Galvan (22-7-64) et Camps Coma (15-9-64).

Du côté révolutionnaire (3), il nous semble que depuis l'année dernière, il y ait un recul dans l'intensité de la propagande. Ceci est sans doute dû à la prudence des franquistes qui ont évité de renouveler leur politique de dureté (exécution de Grimau, Delgado, Granados et torture des mineurs).

Il faut noter des mouvements qui n'ont certainement rien de valable à réaliser comme la « III^e République espagnole », située à Alger et financée par Ben Bella, qui fait aussi des accords économiques avec Franco (4). En janvier, Alvarez del Vayo (ex-ministre de la II^e République) a créé un mouvement à Bruxelles et promet la chute de Franco pour 1964.

Heureusement, si les efforts sont grands et les résultats, vus de l'extérieur, peu apparents, les analyses intelligentes demeurent parfois et c'est ce qui permet de penser que les Espagnols finiront par trouver une issue.

C'est en Espagne même que le plus gros travail reste à faire en évitant un activisme artificiel qui risquerait de laisser les anarchistes sur la touche, ce qui ouvrirait la voie au Parti Communiste ou aux courants « démocratiques » de la droite.

« Materialismo e Libertá », bulletin ronéotypé italien, publie le 10 août dernier un article en espagnol de la FIJL (Fédérations Ibériques des Jeunesses Libertaires) sur les grèves asturiennes. L'article nous a paru extrêmement juste et en voici des résumés et des extraits :

Les mineurs ont d'abord réclamé « Augmentation de salaires et une semaine supplémentaire de vacances », puis « Solidarité avec les camarades lockoutés » et finalement « Liberté syndicale ».

Les économats de nombreuses entreprises sont restés ouverts, les organisations catholiques (5) ont aidé ouvertement.

« Il s'avère évident que la grève a une complexité de causes, d'origines et d'objectifs qui ne peuvent être expliqués par la seule constatation d'un mécontentement réel dans la classe ouvrière » (6).

Le bassin minier est vétuste et non compétitif, il doit être modernisé. Ni le patronat ni le gouvernement ne veulent faire les frais de l'équipement. « Ainsi les uns et les autres spéculent avec le conflit dans le but d'obtenir une transaction plus avantageuse en ce qui concerne, pour eux, leur principale préoccupation : l'investissement et sa rapide récupération. »

« D'autre part les travailleurs ont des salaires trop bas pour disposer d'un niveau de vie acceptable qui rende possible une productivité efficace dans les conditions nouvelles vers lesquelles tend l'économie espagnole. Ils sont soumis à un appareil syndical, appendice de l'Etat et totalement amorphe à cause de la présence en son sein de la classe patronale elle-même. Cette structure politique a été créée par l'Etat national syndicaliste, mais elle est inadaptée à la société

classiquement capitaliste en laquelle l'Espagne franquiste s'est peu à peu transformée, encore qu'elle ait toujours une partie de ses structures totalitaires dans les domaines politiques et économiques. »

« Les travailleurs des mines ont été poussés à la grève à cause de l'inefficacité de l'appareil syndical actuel qui devrait défendre leurs droits et qui n'a servi qu'à les frustrer. Son inutilité complète est apparue et elle a ouvert la voie à l'« agitation autorisée » de ce nouveau syndicalisme amorphe, de marque chrétienne, que l'Etat autant que le capitalisme espagnol considèrent nécessaire de constituer pour la nouvelle étape qui approche, pour garantir le futur contrôle de la classe ouvrière. Il demeure bien établi que nous ne prétendons pas nier la légitimité des revendications et encore moins son mécontentement authentique et juste. La seule chose que nous affirmons c'est que tout a été préparé pour faciliter l'encadrement de la classe des travailleurs dans ce nouveau mouvement syndicaliste qui aujourd'hui en Espagne prépare ses cadres et se fait un passé « révolutionnaire ».

« C'est ainsi que s'explique ce phénomène de tolérance envers les grévistes du côté gouvernemental, la dureté et l'apparente collaboration des patrons et des entreprises avec les grévistes et la position active des militants chrétiens de la PST, de la JOC et des HOAC (7) face aux cadres bureaucratisés des syndicats verticaux. Et c'est ainsi que s'explique la répression violente envers tous les travailleurs qui prétendent radicaliser la grève et la politiser pour en faire une manifestation d'opposition au régime. Et c'est ainsi également que la situation s'explique et se comprend dans le reste de l'Espagne où les grèves sporadiques qui ont lieu depuis ces dernières années n'ont ni la périodicité ni la durée de celles des Asturies. »

Le texte continue et finit par un appel à l'action. Nous souhaitons que la franchise et la libre discussion deviennent plus souvent une règle et qu'ainsi chacun sache exactement ce qu'il fait et dans quel but.

En appendice nous ajoutons une liste montrant la part prise par les anarchistes dans la lutte anti-franquiste.

Israel RENOF.

(1) Brochure « Espagne 62 » en collaboration avec I.C.O. ; « Espagne 63 » NR 25.

(2) Voir « France Football » fin juin.

(3) Le P.C. n'en fait pas partie, pour les raisons exposées dans NR 25.

(4) Janvier 1964.

(5) Dans « Espagne 62 » les ouvriers interrogés n'avaient rien reçu.

(1) Souligné par nous, comme le reste.

(7) Par chrétiens comprendre catholiques ; PST : nous ne connaissons pas ces sigles, à moins que ce soit une erreur pour FET (Falange Espanola, Tradicionalista) ; JOC, Jeunesse Ouvrière Catholique ; HOAC, Hermandad (confrérie) Obrera de Accion Catolica.

Il y a plus d'un an mourait, fusillé, le communiste Grimsu, quelques mois plus tard deux anarchistes, Delgado et Granados trouvaient eux aussi la mort, garrotés. L'actualité a mis en évidence ces antifascistes, mais bien d'autres sont tombés :

1944. — Eté et automne : activité des guerrilleros contrôlés surtout par les communistes et groupant communistes et anarchistes, le long de la frontière et à l'intérieur (1).

1945. — Août : arrestation des communistes Sebastian Zapirain et Santiago Alvarez, condamnés à mort puis graciés à cause d'une campagne internationale en leur faveur.

1946. — Janvier : des guerrilleros débarquent aux Asturies, ils sont surpris par la Garde Civile et tués ou emprisonnés.

— Janvier : exécution à Madrid de dix guerrilleros.

1947. — Mars : plusieurs anarchistes arrêtés à Iruñ sont fusillés ; parmi eux Amador Franco et Antonio Lopez.

1948. — Janvier : Six antifranquistes fusillés, un cénétiste tué.

— Février : cinq antifranquistes tués ou fusillés.

— Juin : cinq guerrilleros tués à Sierra Teruena (Cadix).

— Juillet : Raul Carballoira (Jovenes Libertarios) est tué (ou se suicide) à Barcelone, traqué par la police.

— Juillet : Vingt-deux mineurs cénétistes et socialistes sont assassinés. Dix antifranquistes sont fusillés.

— Août : six antifranquistes sont fusillés.

— Octobre : un antifranquiste est fusillé.

1949. — Janvier : Marcos Nadal, accusé d'être secrétaire général de la C.N.T., est condamné à mort ; il est gracié en février.

— Mars : Quatre cénétistes tués à Saragosse et Castellon del Vallés.

— Avril : Six guerrilleros tués à Lugo, violents combats à Orense.

— Juin : un cénétiste tué.

— Juillet : Quatorze cénétistes tués soit au combat soit torturés.

— Septembre : trois cénétistes assassinés en Andalousie.

— Octobre : six cénétistes tués à Barcelone dont José Sabater.

— Novembre : à Saragosse le cénétiste Cruz Navarro est condamné à mort ; près de La Corogne heurt entre la C.N.T. et la police : sept anarchistes tués ; à Barcelone, le cénétiste Lopez Penedo, accusé d'avoir tué un commissaire de police, est exécuté.

1950. — Janvier : un cénétiste fusillé.

— plusieurs cénétistes fusillés, dont Manuel Sabater, frère de José.

— Mars : un cénétiste tué.

— Mai : trois cénétistes tués ; quatre cénétistes tués en débarquant à Algésiras.

1951. — Novembre : Séville, soixante-quinze membres de la C.N.T. jugés, Antonio Nunez et Dionisio Ruda sont condamnés à mort, les autres en moyenne à plus de quinze ans d'emprisonnement.

1952. — Février : trente militants de la C.N.T. jugés à Barcelone ; cinq exécutés.

1957. — Août : José Luis Pacerias, anarchiste, abattu par la police à Barcelone.

1959. — Décembre : selon le Congrès de l'Europe pour l'amnistie pour l'année écoulée cinquante-deux personnes ont été condamnées à deux cent deux ans de détention et une à mort.

1960. — Janvier : cinq anarchistes tués en Catalogne, dont Francisco Sabater, frère de José et Manuel et dernier des frères Sabater.

— Mars : bombes du DRIL (Directoire Révolutionnaire Ibérique de Libération) à Madrid ; Antonio Abad Donoso est exécuté au garrot.

1962. — Juin : un anarchiste se tue avec une bombe à Madrid.

1963. — Janvier : heurt entre Garde Civile et paysans en Galice, un mort parmi les paysans.

— Février : Otto Skorzeny (réfugié en Espagne) dément avoir essayé un pistolet à piston sur des prisonniers durant la guerre 39-45.

— Mars : le poète Manuel Barranco est assassiné dans la prison de Jerez.

— Avril : Grimau est fusillé.

— Août : Delgado et Granados garrotés ; l'anarchiste Capdevila est abattu près de la frontière française en Catalogne.

— Septembre : on apprend que plusieurs dizaines de mineurs asturiens et leur famille ont été torturés.

(Les renseignements sont tirés de « Espana Hoy », « C.N.T. » Paris suplemento ilustrado juillet 1958 et « Solidaridad Obrera » juillet 1959.)

Ce rappel n'est nullement exhaustif, hélas ! mais il permet de se rendre compte de la place qu'occupent les anarchistes dans la lutte antifranquiste, place prépondérante et que les communistes, par exemple, arrivent difficilement à minimiser malgré la publicité orchestrée pour la mort de Grimau et leur quasi-silence quant à la répression antilibertaire. La politique de « bon voisinage » Espagne-U.R.S.S. (voir N & R n° 25) ne peut, d'autre part, mettre les communistes en flèche dans la lutte contre Franco...

(1) Après la scission de la CNT en 1945 entre collaborationnistes et non collaborationnistes (la CNT est réunifiée depuis 1969), des groupes de collaborationnistes participèrent (pour noyauter) aux maquis surtout formés de communistes.

L'ETAT ET LES CLASSES

« *L'Etat et les classes* » et « *Abolition et extinction de l'Etat* », par Camillo Berneri.

Nous présentons ici deux articles publiés pendant la guerre d'Espagne, auxquels nous trouvons un caractère actuel. Nous avons fait une petite biographie de l'auteur (1907-1937) dans notre brochure « *Pierre Kropotkine fédéraliste* ».

Lénine, en 1921, définissait l'Etat soviétique russe comme « un Etat ouvrier avec une déformation bureaucratique dans un pays à majorité paysanne ». Cette définition doit être aujourd'hui modifiée de la façon suivante : l'Etat soviétique est un Etat bureaucratique où est en voie de formation une moyenne bourgeoisie bureaucratique et une petite bourgeoisie ouvrière, tandis que survit la moyenne bourgeoisie agraire.

Boris Souvarine, dans son livre sur « Staline » (Paris -935), trace ce portrait de l'aspect social de l'U.R.S.S. : « La société dite soviétique repose exactement sur l'exploitation de l'homme par l'homme, du producteur par le bureaucrate, technicien du pouvoir politique. A l'appropriation individuelle de la plus-value il succède une appropriation collective faite par l'Etat, défalcation opérée sur la consommation parasitaire du fonctionnarisme... La documentation officielle ne laisse aucun doute : sur le travail des classes soumises, obligées à subir un « sweating system » (1) inexorable, la bureaucratie prélève une part indue qui correspond plus ou moins à l'ancien profit capitaliste. Il s'est donc formé autour du parti une nouvelle catégorie sociale intéressée au maintien de l'ordre constitué et à la perpétuation de l'Etat dont Lénine prévoyait l'extinction au fur et à mesure de la disparition des classes. Si les bolchéviques n'ont pas la propriété juridique des instruments de production et des moyens d'échange, ils possèdent la machine étatique qui leur permet toutes les spoliations de diverses manières. La possibilité d'imposer des prix de vente de beaucoup supérieurs au prix de revient renferme en soi le vrai secret de l'exploitation bureaucratique-technique caractérisée en outre par l'oppression administrative et militaire.

Le bonapartisme n'est que le reflet politique de la tendance de cette nouvelle bourgeoisie à conserver et accroître sa propre situation économique-sociale. Dans l'appel du bolchévique-léniniste Tambov au prolétariat mondial, qui est de 1935, on lit : « Le but de la bureaucratie du parti consiste seulement dans l'isolement et dans la torture des opposants afin qu'ils ne deviennent pas publiquement des inutiles, c'est-à-dire de malheureux apolitiques. Le bureaucrate, en fait, ne veut pas que tu sois un authentique communiste. Il n'a pas besoin de cela. Pour lui, cela est nocif et mortellement dangereux. Le bureaucrate ne veut pas des communistes indépendants, il veut des misérables esclaves, des égoïstes et des citoyens de dernier rang... »

« Il serait donc possible que sous un vrai pouvoir prolétaire la lutte contre la bureaucratie, contre les voleurs et les brigands qui s'approprient avec impudence des biens soviétiques et qui sont la cause de la perte par le froid et la famine de milliers d'hommes, il serait possible qu'une lutte ou une simple protestation contre ces misérables soit considérée comme un délit contre-révolutionnaire ? »

La cruelle tragédie de la lutte entre les oppositions « révolutionnaires » et l'orthodoxie « conservatrice » est un phénomène tout à fait naturel au cadre du socialisme d'Etat. L'opposition léniniste a bien raison d'indiquer au prolétariat mondial les déformations et les dégénérescences du stalinisme, mais si le diagnostic de l'opposition est presque toujours exact, l'étiologie est presque toujours insuffisante. Le stalinisme n'est que la résultante de l'installation léniniste du problème politique de la révolution sociale. S'opposer aux effets sans remonter aux causes, au péché originel du bolchévisme (dictature bureaucratique comme fonction de la dictature de parti), équivaut à simplifier arbitrairement la chaîne de causalité qui va de la dictature de Lénine à celle de Staline sans solutions profondes de continuité. La liberté à l'intérieur d'un parti qui nie le libre jeu de concurrence entre les partis d'avant-garde au sein du système soviétique serait, aujourd'hui, un miracle spectaculaire. L'hégémonie ouvrière, l'absolutisme bolchévique, le socialisme d'Etat, le fétichisme industriel : ces germes corrompteurs ne pouvaient que donner des fruits empoisonnés tel que l'absolutisme d'une fraction et l'hégémonie d'une classe.

Trotsky en saint Georges en lutte contre le dragon stalinien ne peut faire oublier le Trotsky de Kronstadt. La responsabilité du stalinisme actuel revient à la formulation et à la pratique de la dictature du parti bolchévique ainsi qu'à l'illusion de l'extinction de l'Etat comme fruit de la disparition des classes sous l'action du socialisme d'Etat.

Quand Trotsky (le 6 décembre 1935) écrit : « L'absurde historique de la bureaucratie autocrate dans une société sans classe ne peut être soutenu et ne sera pas soutenu indéfiniment », il dit une chose absurde en ce qui concerne « l'absurde historique ». En histoire il n'y a pas d'absurdité. Une bureaucratie autocrate est une classe, donc il n'est pas absurde qu'elle existe dans une société où demeurent les classes : la classe bureaucratique et la classe prolétarienne. Si l'U.R.S.S. était une société « sans classes » ce serait aussi une société sans autocratie bureaucratique, autocratie qui est le fruit naturel de la permanence de l'Etat.

C'est à cause de sa fonction de parti dominant la machine étatique que le parti bolchévique est devenu un centre d'attraction pour les éléments petits bourgeois carriéristes, et pour les ouvriers paresseux et opportunistes.

La pale bureaucratique n'a pas été ouverte et infectée par le stalinisme : elle est contemporaine de la dictature bolchévique.

Voici des nouvelles de 1918 et de 1919 publiées par la presse bolchévique. Le « Wecercia Iwestia » du 23 août 1918, parlant de la désorganisation du service postal, constate que, malgré la diminution de 60 % de la correspondance, le nombre des employés, comparé avec la période antérieure à la révolution, a augmenté de cent pour cent.

La « Pravda » du 11 février 1919 signale : la création continuelle de nouveaux bureaux, de nouvelles institutions bureaucratiques, pour lesquels on nomme et rétribue des employés avant que ces nouvelles institutions ne commencent à fonctionner. « Et tous ces nouveaux employés — dit la « Pravda » du 22 février 1919 — envahissent, occupent des palais entiers, alors que, vu le nombre, peu de chambres seraient suffisantes. »

Le travail est lent, obstructionniste même dans les bureaux à fonction industrielle. « Un employé du commissariat de Lipetzsk — raconte les « Iwestia »

du 29 novembre 1918 — pour acheter neuf boîtes de clous au prix de 417 roubles a dû remplir vingt formulaires, obtenir cinq ordres et treize signatures, et pour les avoir il a dû attendre deux jours, parce que les fonctionnaires qui devaient signer étaient introuvables. »

La « Pravda » (N° 281) dénonçait « l'invasion de notre parti par les éléments petits bourgeois », des plaintes pour des réquisitions « d'ordre personnel ». Dans le numéro du 2 mars 1919 ce même journal constatait :

« Il faut reconnaître que ces derniers temps des camarades, qui sont pour la première année au Parti Communiste, ont commencé à se servir de méthodes de travail inadmissibles dans notre Parti. Se faisant un devoir de ne tenir aucun compte de l'avis des organisations locales, se croyant chargés d'agir personnellement sur la base d'une autorité assez limitée, ils ordonnent, commandent à tort et à travers. De là vient le mécontentement latent entre le centre et la périphérie, une suite d'abus provoqués par leur dictature individuelle. »

Parlant de la province de Pensa, le commissaire de l'intérieur Narkomvnucl, disait :

« Les représentants locaux du gouvernement central se conduisent non comme les représentants du prolétariat, mais comme de vrais dictateurs. Une série de faits et de preuves attestent que les singuliers représentants se rendent les armes à la main chez les gens les plus pauvres, leur prenant tout le nécessaire, menaçant de tuer et, quand on proteste, ils frappent avec des bâtons. Les affaires ainsi réquisitionnées sont revendues et avec l'argent reçu ils organisent des scènes d'ivresse et d'orgies. » (« Wecernia Ivestia » 12 février 1919).

Un autre bolchévique, Mescerikof, écrivait :

« Chacun de nous voit chaque jour d'innombrables cas de violence, d'abus, de corruption, de fainéantise, etc. Tous savent que dans nos institutions soviétiques des crétins et des incapables sont entrés en masse. Nous regrettons tous leur présence dans les rangs du Parti, mais nous ne faisons rien pour nous laver de ces impuretés. »

« ...si une institution chasse un incapable, on en trouve tout de suite un autre pour le remplacer et on lui confie un poste de responsable. Souvent au lieu d'une punition il a un avancement ». (« Pravda », 5 février 1919.)

Dans un discours prononcé au 8^e congrès du Parti Communiste russe (11-12 mars 1919) Lénine avouait :

« Il y a çà et là des arrivistes, des aventuriers, qui se sont accrochés à nous. Ils se disent communistes, mais en réalité ils ne cherchent qu'à nous tromper sur leurs vraies idées. Ils se sont « collés » à nous, parce que nous sommes au pouvoir, et parce que les éléments bureaucratiques les plus honnêtes refusent de collaborer avec nous à cause de leurs idées arriérées, tandis que ceux-ci « n'ont même pas d'idées honnêtes, ce sont seulement des réclameurs. »

Le gouvernement bolchévique s'est montré impuissant face à la bureaucratie, pléthorique, parasitaire, despote et malhonnête.

Cinq millions de bureaucrates sont devenus près de dix millions. En 1925 il y avait 400 000 fonctionnaires dans la coopération (« Pravda », 20 avril 1926).

En 1927 la fédération russe des ouvriers de l'alimentation avait bien 4287 fonctionnaires sur 451 720 membres et le syndicat des métallurgistes de Moscou bien 700 fonctionnaires pour 130 000 cartes syndicales. (« Trouda », 12 juin 1928.)

Cette bureaucratie pléthorique ne répond pas à une activité administrative intense et efficace. « La direction de l'appareil soviétique depuis la base jusqu'au plus haut degré a une fonction paperassière. Le comité provincial envoie habituellement une ou deux circulaires par jour sur toutes les questions possibles et imaginables et estime avoir ainsi rempli ses obligations. » « Le nombre de circulaires, qui donnent des directives, reçues par les cellules, varient entre trente et cent par mois. » (« Pravda », 7 juin 1925.)

Un haut fonctionnaire, Dzerjinsky, écrivait : « On exige des entreprises les informations les plus diverses, des rapports, des données statistiques, qui forment dans notre complexe un torrent de papier qui oblige à employer un personnel excessif et qui noient le travail réel ; on crée une mer de papier dans laquelle se perdent des centaines de personnes ; la situation de la comptabilité et de la statistique est tout simplement catastrophique ; les entreprises supportent avec lassitude le fardeau de fournir des informations sur des dizaines et des centaines de formes différentes ; on mesure maintenant la comptabilité en pouds. » (Un poud = 16,380 kg) (« Pravda », 23 juin 1926.)

.....

Ce phénomène de reconstitution des classes « grâce à l'Etat » a été prévu par nous et dénoncé par nous avec flamme. — L'opposition léniniste ne réussit pas à approfondir l'examen étiologique (1) du phénomène et c'est pour cela qu'elle n'arrive pas à réviser la position léniniste devant le problème de l'Etat et de la Révolution.

Camillo BERNERI.

(Article paru dans « Guerra di Classe » n° 2 du 17 octobre 1936, page 4 et signé C.B.; c'est la première fois selon nous qu'il est traduit de l'italien à une autre langue.)

(1) to sweat : suer ; littéralement « faire suer le burnous ».

(1) Médecine : partie de la science médicale qui étudie et recherche les causes des maladies. Le diagnostic n'est que la constatation de la maladie.

ABOLITION ET EXTINCTION DE L'ÉTAT

Tandis que nous, anarchistes, nous voulons l'abolition de l'Etat, par la révolution sociale et la constitution d'un ordre nouveau autonomiste-fédéral, les léninistes veulent la destruction de l'Etat bourgeois, et en outre la conquête de l'Etat par le « prolétariat ». L'Etat « prolétaire » — disent-ils — est un semi-Etat puisque l'Etat intégral est le bourgeois, détruit par la révolution sociale. Et même ce semi-Etat mourrait, selon les marxistes, de mort naturelle.

Cette théorie de l'extinction de l'Etat, qui est à la base du livre de Lénine « Etat et Révolution » a été puisée par lui chez Engels qui, dans « La Science subversive de M. Eugène Dühring », dit :

« Le prolétariat s'empare du pouvoir de l'Etat et transforme les moyens de production d'abord en propriété de l'Etat. Mais par là, il se supprime lui-même en tant que prolétariat, il supprime toutes les différences de classes et tous les antagonismes de classes et, par suite, aussi l'Etat en tant qu'Etat. La société telle qu'elle était et telle qu'elle est jusqu'à présent, qui se meurt à travers les antagonismes de classes, avait besoin de l'Etat, c'est-à-dire d'une organisation de la classe exploiteuse, en vue de maintenir ses conditions extérieures de production, en vue notamment de maintenir par la force la classe exploitée dans les conditions d'oppression exigées par le mode de production existant (esclavage, servage, travail salarié). L'Etat était le représentant officiel de la société tout entière, sa synthèse en un corps visible, mais il ne l'était que dans la mesure où il était l'Etat de la classe qui, elle-même, représentait en son temps la société tout entière : Etat des citoyens propriétaires d'esclaves dans l'antiquité, Etat de la noblesse féodale au moyen âge, Etat de la bourgeoisie de nos jours. Mais en devenant enfin le représentant véritable de la société tout entière, il se rend lui-même superflu. Dès qu'il n'y a plus de classe sociale à maintenir dans l'oppression ; dès que sont supprimés, en même temps que la domination de classe et la lutte pour l'existence individuelle, fondée dans l'ancienne anarchie de la production, les collisions et les excès qui en résultaient, il n'y a plus rien à réprimer et une force spéciale de répression, un Etat, cesse d'être nécessaire. Le premier acte par lequel l'Etat s'affirme réellement comme le représentant de la société tout entière — la prise de possession des moyens de production au nom de la société — est en même temps le dernier acte propre de l'Etat. L'intervention du pouvoir d'Etat dans les relations sociales devient superflue dans un domaine après l'autre, et s'assoupit ensuite d'elle-même. Au gouvernement des personnes se substituent l'administration des choses et la direction du processus de production. L'Etat n'est pas « aboli » ; il *dépérit*. C'est de ce point de vue qu'il faut apprécier la phrase : « Etat populaire libre », tant dans son intérêt passager pour l'agitation que dans son insuffisance scientifique définitive ; de ce point de vue doit être appréciée également la revendication de ceux qu'on appelle les anarchistes, qui veulent que l'Etat soit aboli du jour au lendemain. » (1).

Entre l'Etat-Aujourd'hui et l'Anarchie-Demain il y aurait le semi-Etat. L'Etat qui meurt est « l'Etat en tant qu'Etat », c'est-à-dire l'Etat bourgeois. C'est dans ce sens qu'il faut prendre la phrase qui à première vue semble contredire la

thèse de l'Etat socialiste. « Le premier acte par lequel l'Etat s'affirme réellement comme le représentant de la société tout entière, — la prise de possession des moyens de production au nom de la société, — est en même temps le dernier acte propre de l'Etat. » Prise à la lettre et détachée de son contexte, cette phrase signifierait la simultanéité temporelle de la socialisation économique et de l'extinction de l'Etat. De même aussi, prises à la lettre et détachées de leur contexte, les phrases relatives au prolétariat se détruisant lui-même en tant que prolétariat dans l'acte de s'emparer de la puissance de l'Etat signifierait le non besoin de l' « Etat prolétaire ». En réalité, Engels, sous l'influence du « style didactique », s'exprime de façon malheureuse. Entre l'aujourd'hui bourgeois-étatique et le demain socialiste-anarchiste, Engels reconnaît une chaîne de temps successifs, dans lesquels l'Etat et le prolétariat demeurent. A jeter de la lumière dans l'obscurité... dialectique est l'allusion finale aux anarchistes « qui veulent que l'Etat soit aboli du jour au lendemain », c'est-à-dire qui n'admettent pas la période transitoire en ce qui concerne l'Etat, dont l'intervention, selon Engels, devient superflue « dans un domaine après l'autre », c'est-à-dire graduellement.

Il me semble que la position léniniste sur le problème de l'Etat coïncide exactement avec celle prise par Marx et Engels, quand on interprète l'esprit des écrits de ces derniers sans se laisser tromper par l'équivoque de certaines formules.

L'Etat est, dans la pensée politique marxiste-léniniste, l'instrument politique transitoire de la socialisation, transitoire pour l'essence même de l'Etat, qui est celle d'un organisme de domination d'une classe sur l'autre. L'Etat socialiste, en abolissant les classes, se suicide. Marx et Engels étaient des métaphysiciens auxquels il arrivait fréquemment de schématiser les processus historiques par amour du système.

« Le prolétariat » qui s'empare de l'Etat, lui octroyant toute la propriété des moyens de production et se détruisant lui-même en tant que prolétariat et l'Etat « en tant qu'Etat », est une fantastique métaphysique, une hypothèse (1) politique d'abstractions sociales.

Ce n'est pas le prolétariat russe qui s'est emparé de la puissance de l'Etat, mais bien le parti bolchévique qui n'a pas détruit du tout le prolétariat et qui a en revanche créé un capitalisme d'Etat, une nouvelle classe bourgeoise, un ensemble d'intérêts liés à l'Etat bolchévique, qui tendent à se conserver en conservant cet Etat.

L'extinction de l'Etat est plus que jamais lointaine en U.R.S.S., où l'interventionnisme étatique est toujours plus vaste et oppressif et où les classes ne sont pas en disparition.

Le programme léniniste de 1917 comprenait ces points : suppression de la police et de l'armée permanentes, abolition de la bureaucratie professionnelle, élections à toutes les fonctions et charges publiques, révocabilité de tous les fonctionnaires, égalité des salaires bureaucratiques avec les salaires ouvriers, maximum de démocratie, concurrence pacifique des partis à l'intérieur des soviets, abrogation de la peine de mort. Pas un seul de ces points du programme n'a été réalisé.

Nous avons en U.R.S.S. un gouvernement, une oligarchie dictatoriale. Le

Comité Central (dix-neuf membres) domine le parti communiste russe, qui à son tour domine l'U.R.S.S.

Tous ceux qui ne sont pas des « sujets » sont taxés de contre-révolutionnaires. La révolution bolchévique a engendré un gouvernement « saturnique » (2) qui déporte Riazanov, fondateur de l'institut Marx Engels, au moment où il prépare l'édition intégrale et originale du « Capital » ; qui condamne à mort Zinowief, président de l'Internationale Communiste, Kamenev et beaucoup d'autres parmi les meilleurs propagateurs du léninisme, qui exclut du parti, puis exile, puis expulse de l'U.R.S.S. un « duce » comme Trotsky qui, en somme, s'acharne contre quatre-vingt pour cent des partisans du léninisme.

En 1920 Lénine faisait l'éloge de l'autocritique au sein du Parti Communiste et parlait des « erreurs » reconnues par le « parti » et non pas du droit du citoyen à dénoncer les erreurs, ou celles qui lui semblent telles, du parti au gouvernement. Quand Lénine était dictateur, quiconque dénonçait avec éclat les mêmes erreurs que Lénine lui-même reconnaissait rétrospectivement, risquait ou subissait l'ostracisme, la prison ou la mort. Le soviétisme bolchévique était une atroce plaisanterie même pour Lénine, qui vantait la puissance de démiurge du comité central du Parti Communiste russe sur toute l'U.R.S.S. en disant : « Aucune question importante, soit d'ordre politique, soit relative à l'organisation, n'est décidée par une institution étatique de notre République, sans une instruction directrice émanant du comité central du Parti. »

Qui dit « Etat prolétaire » dit « capitalisme d'Etat » ; qui dit « dictature du prolétariat » dit « dictature du parti communiste » ; qui dit « gouvernement fort » dit « oligarchie tsariste des politiciens ».

Léninistes, trotskistes, bordighistes, centristes ne sont divisés que par des conceptions tactiques différentes. Tous les bolchéviques, à quelque courant ou fraction qu'ils appartiennent, sont des partisans de la dictature politique et du socialisme d'Etat. Tous sont unis par la formule : « dictature du prolétariat », formule équivoque qui correspond au « peuple souverain » du jacobinisme. Quel que soit le jacobinisme, il est destiné à faire dévier la révolution sociale. Et quand elle dévie, « l'ombre d'un Bonaparte » se profile.

Il faut être aveugle pour ne pas voir que le bonapartisme stalinien n'est que l'ombre horrible et vivante du dictatorialisme léniniste.

Camillo BERNERI.

(Article paru dans « Guerra di Classe » n° 3 du 24 octobre 1936, page 4, et signé C.B.; traduit pour la première fois à notre connaissance, republié par « Scritti Scelli di Camillo Berneri » par Pier Carlo Masini e Alberto Sorti, août 1964.)

Ces deux textes de Camillo Berneri ont été écrits pendant la guerre d'Espagne pour lutter contre les mensonges du Parti communiste. Le marxisme n'est pas qu'un système philosophique, il se veut « pratique », et la pratique, c'est le parti, le pouvoir. En France, le marxisme se discute autour d'une tasse de café, mais en Espagne, c'est-à-dire en période révolutionnaire, les communistes ont tué des anarchistes pour des questions d'apparences « théoriques » comme « dictature ou non dictature du prolétariat ». Il y a une suite logique de Marx et Engels à la liquidation, aux camps de concentration, à la Hongrie.

« En Catalogne l'épuration des éléments trotskistes et anarcho-syndicalistes est commencée ; elle sera conduite jusqu'au bout avec la même énergie qu'en U.R.S.S. » (« Pravda », 17-10-1936.)

Durant les journées de mai 1937 à Barcelone, qui opposèrent les communistes aux anarchistes, unis pour la circonstance aux poumistes, Berneri est assassiné. « Grido del Popolo », organe officiel du parti communiste italien dont le secrétaire général était Palmiro Togliatti, écrivait sous le titre de « Il faut choisir » :

« Camillo Berneri, un des dirigeants du groupe des « Amis de Durruti » qui, désavoué par sa propre direction de la Fédération Anarchiste Ibérique, a provoqué la sanglante insurrection contre le gouvernement de Front Populaire en Catalogne, a été jugé au cours de cette révolte par la révolution démocratique, à laquelle aucun antifasciste ne peut nier le droit de légitime défense. »

En 1950 « Vie Nuove », hebdomadaire du parti communiste italien, répondait à un lecteur, par la plume d'Ettore Quagliarini, spécialiste des questions espagnoles : « Nous n'avons pas de nouvelles précises sur la mort de Camillo Berneri, nous ne pouvons dire s'il est mort au front au combat, ou durant l'émeute de Barcelone en mai 1937. »

« Rinascita », en mars 1950, écrivait (dans un article signé Roderigo, c'est à-dire Togliatti) : « Camillo Berneri était anarchiste et, parmi les anarchistes de Barcelone, en avril 1937, il appartenait à la tendance qui dans une certaine mesure se rapprochait des socialistes unifiés, des catalanistes et des républicains, car il s'était opposé, et même fortement, ce qui suscita des polémiques, à la conduite des fameux « Incontrolados ». Il y eut la révolte barcelonaise de mai : une série confuse de sanglantes batailles de rue, de maison à maison, de toit à toit, etc. Berneri tomba dans une de ces rencontres : voilà tout l'affaire. »

Au milieu de ces contradictions, il est facile de voir les coupables.

Il est également intéressant de souligner le caractère actuel des articles de Berneri, vingt-huit ans après, parce que les mêmes problèmes se posent, encore qu'on parle beaucoup de dégel, d'assouplissement et même de synthèse de l'anarchisme et du marxisme quand ce n'est pas de caractère marginal de l'anarchisme. Ceci prouve que la pensée anarchiste compte aujourd'hui comme hier.

(1) Nous avons suivi, pour la traduction, le texte publié dans « L'Etat et la Révolution » de Lénine, Moscou 1946. Ce texte est tiré de « Anti-Dühring » dans la traduction française de 1911. Il y a certaines différences dans les diverses traductions françaises, ainsi dans celle des Editions Sociales de 1950, page 319, on lit « les collisions et les excès qui en résultent », alors que nous avons ici l'imparfait.

(1) Hypothèse : en théologie le mot équivaut à « nuance », ainsi le Père, le Fils et le Saint-Esprit sont trois hypothèses d'une même substance divine. Ici l'acte de la prise du pouvoir par le prolétariat est une hypothèse qui contient plusieurs processus magiques : destruction de l'Etat, du prolétariat.

(2) « Saturnique », allusion au mythe de Saturne qui mange ses propres enfants (voir le tableau de Goya). Le Parti a « dévoré » Trotsky, puis Staline, puis Khrouchtchev, etc.

YOUGOSLAVIE 1964

Dans notre précédent numéro, nous avons donné les impressions d'un camarade de retour d'un séjour en Israël, comme nous l'avions fait également pour le Maroc (n° 24). Nous donnons ici, sous forme d'interview, les impressions d'un camarade qui a passé ses vacances en Yougoslavie. Il faut signaler qu'il comprend le serbo-croate qui est la langue la plus répandue en Yougoslavie. Tous ceux qui, tout en faisant du « tourisme », essaient de mieux connaître le pays visité apportent des impressions directes qui permettent de mieux saisir un certain nombre de problèmes.

Question. — Dis-nous ce que tu as vu en Yougoslavie.

Réponse. — On ne peut pas attendre d'un séjour d'un mois beaucoup de conclusions générales. Surtout que je n'ai visité qu'une petite partie du pays.

Question. — Bien entendu, toutes les réserves d'usage sont valables : impressions personnelles, connaissances insuffisantes, séjour bref, etc. Mais tout de même, tu es déjà allé dans ce pays auparavant, tu as donc pu faire des comparaisons ?

Réponse. — J'y étais en effet il y a plus de dix ans. Ce qui me semble changé, c'est le besoin des choses matérielles, la soif d'avoir du confort, l'embourgeoisement. Ainsi, la voiture. Si tu as une voiture, tout t'est possible, c'est devenu un symbole de réussite, on ne parle que de ça.

Question. — Ce n'est pas seulement en Yougoslavie, ici aussi, tu as des conversations entre hommes qui ne portent que sur les mérites, les défauts, etc., de chaque voiture, mais cela ne signifie pas automatiquement « embourgeoisement » : le besoin de biens matériels, de commodité, de confort, est un phénomène humain.

Réponse. — Oui, mais quand cela devient l'unique préoccupation, l'unique mobile dans la vie, c'est autre chose. Il y a une obsession, une déformation psychologique : et là où j'étais, c'était ça : l'auto, la télévision, les meubles, c'est leur unique préoccupation.

Question. — On peut discuter ce problème sur deux plans. Je ne sais qui m'avait dit une fois : « pendant un demi-siècle, nous, les syndicalistes, nous nous sommes battus pour améliorer le niveau de vie, pour diminuer la différence du pouvoir d'achat entre les ouvriers et les employés, par exemple. Et maintenant que ce vœu est plus ou moins réalisé, nous nous révoltons de nouveau, nous parlons d'embourgeoisement, au lieu d'être contents qu'un ouvrier puisse avoir lui aussi sa voiture, son frigidaire, etc. ». C'est l'un des côtés du problème.

D'autre part, il faut avoir un certain niveau de vie pour se permettre de rêver d'une voiture, d'une télé. Moi aussi, je suis allé en Yougoslavie, il y a environ dix ans : personne ne parlait de voiture, car personne ne pouvait en avoir, le seul problème était de se nourrir et de s'habiller un peu, et cela même dépassait les possibilités matérielles moyennes. Y a-t-il donc eu une augmentation des possibilités ?

Réponse. — Le niveau de vie est encore assez bas. Il y a une amélioration, mais beaucoup de salaires sont encore trop bas. Un ouvrier, un tractoriste par exemple, gagne 20 à 25 000 dinars (environ 300 F). Un employé de 30 à 50 000.

Question. — Et quel est le prix d'une voiture, d'une télévision ?

Réponse. — Fiat a installé des usines de montage en Yougoslavie. La plus petite Fiat coûte à peu près 1 250 000 dinars. Une Ami-6 vaut plus d'un million d'anciens francs ; une télévision 200 000 dinars.

Question. — Comment les gens peuvent-ils se débrouiller avec ces salaires, et ensuite comment peuvent-ils envisager de faire une dépense aussi importante : un an de salaire brut pour une télévision, deux à trois ans pour une voiture. C'est incompréhensible.

Réponse. — Le salaire moyen permet de vivre économiquement ; les légumes et les fruits sont très bon marché (le raisin, 60 dinars), la volaille aussi. La viande, par contre, a augmenté subitement il y a quelques mois, car les marchands de bétail achètent en gros, pour l'exportation ; un kilo de viande vaut à peu près 800 dinars. Le sucre est aussi passé de 130 à 320 dinars, et toute la production qui en dépend a également augmenté (pâtisserie, etc.). Les vêtements sont assez chers, les chaussures peut-être un peu moins qu'en France.

Sur le plan de la vie quotidienne, on se rabat sur les denrées bon marché : haricots secs, lentilles, pommes de terre, choux, de la volaille le dimanche.

Cela peut suffire à peu près pour vivre, mais il s'y ajoute plusieurs systèmes « D » : on fait toujours un travail supplémentaire. La journée de travail finit assez tôt (il n'y a pas de pause à midi, ou très courte), et l'après-midi sert à un deuxième emploi, ou un travail artisanal, ou un travail à domicile. On peut ainsi arriver à doubler le salaire. Ensuite, le plus souvent, la femme travaille elle aussi. Le salaire des femmes est toujours inférieur, mais c'est un appoint.

Question. — Cela ressemble à l'Espagne ; là aussi, chacun fait deux ou trois métiers dans la journée, là aussi tout le monde travaille, y compris les enfants.

Réponse. — En Yougoslavie, les enfants ont l'école obligatoire jusqu'à quinze ans, donc ils ne travaillent pas, en principe.

Il y a aussi autre chose, le plus souvent chacun se débrouille pour faire lui-même ses légumes, au moins dans les petites villes.

Et enfin, il y a le crédit.

Question. — Le problème du crédit comme ici ?

Réponse. — A peu près. On achète tout à crédit, et ensuite la moitié du salaire passe dans les remboursements. Il n'y a que chez les paysans qu'il n'existe pas ; ceux-ci, s'ils veulent avoir de l'argent, doivent hypothéquer la terre, sauf peut-être ceux qui élèvent du bétail, qui gagnent le plus. Les ambitions de luxe se trouvent plutôt chez les employés, les cadres du parti, certains ouvriers qui ont un salaire fixe, et aussi le secteur intermédiaire.

Question. — Qu'est-ce que veut dire « le secteur intermédiaire » dans un « pays socialiste » ?

Réponse. — Il y a, par exemple, dans le petit pays où je suis resté un certain temps, un représentant du vin local qui travaille en le vendant dans tout le pays. Un jour, il est tombé malade, et on s'est aperçu que si on lui

payait les 80 % de son salaire, il fallait lui donner environ 300 000 dinars par mois, ce qui est énorme, environ le salaire annuel d'un ouvrier. Il y a donc un secteur intermédiaire qui gagne bien.

Question. — Est-ce fréquent ?

Réponse. — Je crois plutôt que c'est une exception. Mais il y en a d'autres sortes : partir, soit à l'étranger, soit dans le pays même, mais détaché provisoirement de son entreprise, ce qui permet de toucher un salaire supplémentaire de déplacement assez élevé, par exemple 2 à 3 000 dinars par jour, ce qui double carrément le salaire, si l'on fait une dizaine de jours de déplacement par mois. Le voyage à l'étranger rapporte encore plus, car on est payé directement en dollars. Voilà ce qui donne des possibilités.

Question. — Mais, en fait, ces possibilités ne sont ni pour les paysans, ni pour une grande partie des ouvriers ; ce sont les fonctionnaires, les technocrates, les cadres du parti qui en bénéficient, donc, au fond, c'est la nouvelle classe.

Réponse. — Oui, à peu près.

Question. — Et l'émigration ? On voit par exemple pas mal de Yougoslaves en Allemagne, comme ouvriers.

Réponse. — Ce n'est pas une véritable émigration ; c'est un départ pour un, deux ou trois ans. Ces ouvriers comptent le plus souvent rentrer. Ils partent uniquement pour l'argent, le plus souvent ils veulent acheter une maison dans leur village. En même temps, le gouvernement les laisse partir pour éponger le chômage.

Question. — Je crois qu'on peut tirer quelques conclusions : le niveau de vie est encore assez médiocre, le travail est double, la femme doit travailler ; l'ouvrier part en contrat à l'étranger ; la nourriture est encore mal équilibrée ; il y a en même temps une soif plus grande de biens d'équipement et de voiture. C'est un phénomène commun aux pays sous-développés mais qui ont tout de même dépassé le premier stade, celui de la misère et du chômage chronique, comme par exemple dans les pays africains ou le Proche-Orient. La Yougoslavie se rapproche plutôt, économiquement, de l'Espagne.

Question. — Trouve-t-on de tout en Yougoslavie ? Je me rappelle que vers 1951, pour acheter une lame de rasoir ou une aiguille, j'ai dû faire la queue une matinée, à Belgrade. Il y avait encore des cartes de rationnement, même pour le pain ; et deux fois par semaine, on donnait du pain de maïs plus ou moins cuit ; un ami, pour pouvoir acheter un kilo de lard, a donné une chemise au paysan, au marché libre.

Réponse. — C'est complètement changé. On trouve à peu près de tout, comme dans n'importe quelle ville de France. Les prix sont différents, le pouvoir d'achat plus limité, mais on trouve de tout.

Question. — Combien vaut un complet d'homme, en journées de travail ? Il faut à Paris à peu près le salaire brut de dix jours de travail.

Réponse. — En Yougoslavie, c'est au moins le double. Mais les gens sont habillés, disons d'une manière modeste. La grande misère de la période d'après-guerre qui a duré longtemps, dix ans peut-être, est terminée.

Question. — Et la peur qui était tellement visible et gênante, l'arbitraire de la police, la terreur même dans certains cas ?

Réponse. — Cela semble avoir disparu, ou du moins très limité. Les gens discutent, même avec les étrangers, presque librement. Avant, c'était impossible. J'ai parlé avec beaucoup de gens, sans difficultés. J'ai vu un homme dans la rue se battre avec un flic, il a bien sûr été embarqué au commissariat et tabassé, mais le lendemain il était libéré— tandis qu'autrefois, ça aurait pris des semaines ou des mois.

Question. — Et dans les campagnes ?

Réponse. — Là aussi, la grosse oppression qui était évidente, il y a dix ans, n'existe plus. Les paysans ne sont plus forcés d'entrer dans les coopératives, ils peuvent cultiver pour eux-mêmes.

Question. — Comment sont ces coopératives agricoles ?

Réponse. — Il y a la propriété collective et la propriété privée. Au commencement, le pouvoir a essayé de pousser les propriétés collectives, par plusieurs moyens, par exemple avec des impôts, des livraisons obligatoires — on t'impose de donner 6000 kilos de blé, alors que ta récolte est de 3000 : tu es obligé d'acheter ce qui manque pour le livrer ensuite à un prix beaucoup plus bas. Il y avait aussi dans certaines régions des paysans qui s'étaient compromis pendant la guerre avec la résistance royaliste, et qui préféraient entrer dans les coopératives plutôt que de subir des brimades ou des répressions.

Question. — Et par la suite ?

Réponse. — Je ne sais pas, je n'y étais pas ; mais c'est un fait qu'actuellement, la pression n'existe pas, les paysans peuvent être tranquilles. On m'a dit que c'est pour stimuler la production, qui avait beaucoup diminué dans les coopératives, et le cheptel qui était souvent massacré.

(Il faut dire que les impôts sur le bétail sont très minimes depuis quelques années. Cette mesure « d'encouragement » a été prise après la constatation d'une diminution dangereuse du cheptel. Actuellement il y a une certaine tendance parmi les cadres du parti à réviser cette notion, vu « l'embourgeoisement » des paysans. Il est intéressant de noter qu'en U.R.S.S. nous voyons un phénomène analogue. Ainsi, l'agence Tass du 14 novembre écrit :

Moscou, 14 novembre (A.F.P.). — « Les restrictions non fondées relatives à la possession du bétail par les kolkhoziens, les ouvriers et les autres citoyens de la Fédération de Russie (R.S.F.S.R.) ont été levées par décision du présidium du Soviet suprême de la Fédération de Russie ».)

Question. — Et actuellement ?

Réponse. — La plupart des paysans sont sortis des coopératives, mais celles-ci continuent quand même d'exister.

Question. — Qui y reste ?

Réponse. — Des paysans encore enthousiastes, des anciens ouvriers agricoles qui n'ont jamais possédé de terre, par exemple la minorité hongroise qui était avant au service des gros propriétaires, pour eux la vie dans les coopératives est meilleure qu'avant.

Question. — Et comment marchent ces coopératives ?

Réponse. — Pas très bien. Pour six à dix ouvriers, il y a au moins un employé ; le nombre des agronomes est aussi très disproportionné. Ce n'est donc

pas tellement étonnant qu'il y en ait beaucoup en déficit, épongé chaque année par l'Etat — et aussi par l'ouvrier, d'ailleurs.

Question. — Comment cela ?

Réponse. — Quand, à la fin de l'année, on fait le bilan, on partage un certain bénéfice. Mais on partage aussi une partie du déficit, c'est-à-dire qu'on retient sur le salaire du paysan mais pas sur celui de l'agronome, ni de l'employé. Certaines coopératives s'en sortent par le bétail, soit en augmentant l'élevage, soit en prélevant un certain pourcentage dans la vente du bétail qui doit se faire obligatoirement par l'intermédiaire des coopératives.

Question. — Si l'Etat est en déficit, pourquoi continue-t-il de soutenir l'expérience collectiviste ?

Réponse. — Pour l'exemple sans doute et malgré tout. Pour un rôle éducatif aussi, je suppose. Ou s'il y a un jour un changement, si le parti décide de nouveau d'appuyer sur les collectivités.

Question. — Et le paysan disons libre ?

Réponse. — Il s'en tire mieux. Il n'a d'impôt que sur la terre ; le bétail, la volaille, les primeurs en sont exempts. Il vit en tout cas mieux qu'avant la guerre.

Question. — Et l'industrie, l'autogestion ?

Réponse. — Je n'ai pas pu bien voir. Là-bas aussi, il y a les vacances. Ensuite, on ne peut pas assister aux délibérations, aux conseils d'entreprise.

Question. — As-tu lu le livre de Meister sur l'autogestion en Yougoslavie ?

Réponse. — Pas encore, mais je le lirai et pourrai peut-être quand même faire quelques remarques.

Question. — Qu'as-tu appris tout de même ?

Réponse. — Toute l'industrie est étatisée, sauf le petit artisanat et le petit commerce. Il y a des artisans qui travaillent collectivement, par exemple des coiffeurs, mais ce n'est pas fréquent. L'industrie est encore concentrée dans certaines zones autour des grandes villes, des ports. Là où j'étais il n'y avait que l'industrie d'alimentation : la bière, le sucre.

Question. — Et cette nouvelle classe que Djilas a décrite ?

Réponse. — Tu sais, Djilas n'est pas très populaire. Les gens s'en désintéressent. Pour eux, c'est un vague fonctionnaire du parti qui est en prison, on ne sait pas exactement pourquoi. D'ailleurs, ils se désintéressent de tout, de la politique, des idéologies.

L'autogestion en Yougoslavie, ce sont les fonctionnaires du plan ou les étrangers qui en parlent le plus.

Personne ne lit plus les journaux du parti. Les membres du parti les reçoivent, mais ne les lisent pas. Les idéaux de la Résistance, le socialisme, n'intéressent plus que quelques vieux du parti.

Question. — Tito est populaire ?

Réponse. — Il me semble que oui. Par un sentiment de fierté, ou plutôt parce qu'il les a débarrassés des Russes. Pendant des générations, le Russe, c'était le grand frère ; quand ils sont arrivés, en 1944, ce fut la grande déception. Mais on ne va pas plus loin. Tu parles d'une nouvelle classe : mais je ne com-

prends pas comment un fonctionnaire peut s'acheter une voiture qui vaut de 2 à 6 millions de dinars ; logiquement, il faudrait le mettre en prison, car honnêtement ce n'est pas possible.

Question. — Il y a donc un désintérêt de tout, en dehors des biens matériels et immédiats ?

Réponse. — A peu près. Ce n'est pas seulement pour la politique, les idées sociales, c'est la même chose pour la culture : les gens que j'ai connus il y a dix ans, je les trouve rétrécis, sans curiosités, sans intérêts ; les livres que je leur avais envoyés, ils ne les avaient même pas lus.

Question. — Mais c'est une question de génération, peut-être : ici aussi, les gens qui se passionnent d'art, de culture, de musique, abandonnent tout avec les années, s'absorbent dans la vie quotidienne.

Réponse. — Ce n'est pas seulement ça. Il y a aussi la culture officielle, les journaux. En dehors de quelques-uns comme *Nedelni Informativne Novine*, tout le reste est comme *France-Soir* : les vedettes, les bêtises habituelles. La télévision, je l'ai vue très peu, mais c'était de la comédie légère.

Ils ont pris toutes les chansons stupides, les mythes de vedettes, tout ce qui remplit les huit dixièmes des journaux.

Question. — Donc, en même temps qu'une certaine libéralisation de type occidental, s'est infiltrée aussi une certaine « décadence ». Et les étudiants ?

Réponse. — Leur vie est dure. Il y a beaucoup de bourses, mais sur les 9 000 dinars, il faut donner 6 000 pour la chambre. Nombreux sont ceux qui quittent l'université parce que les conditions matérielles les y obligent.

Question. — Et le logement ?

Réponse. — Pour ceux qui peuvent avoir un appartement officiel, ce n'est pas très cher, par exemple 7 000 dinars pour trois pièces à Belgrade. Sinon, par des particuliers, c'est très cher, 10 à 30 000 dinars, le salaire entier ; c'est plutôt pour les étrangers, les diplomates, les journalistes, les missions culturelles.

Question. — Et le tourisme ?

Réponse. — C'est un des gros revenus. Le pays est beau, les routes commencent à être meilleures, et avec des devises étrangères, c'est moins cher.

Il ne s'agit là, évidemment, que d'un point de vue, mais le point de vue d'un camarade qui connaît bien la Yougoslavie, et non celui d'un touriste. Il ne prétend pas apporter des vues entièrement nouvelles, ou définitives sur le problème yougoslave. Mais de telles « interviews », si brèves et si partielles soient-elles, fournissent des impressions directes qui sont loin de confirmer le mythe du socialisme triomphant dans une Yougoslavie « autogérée ».

NOTES DE LECTURE

Nous avons souvent déploré dans les pages de « Noir et Rouge » l'insuffisance, pour ne pas dire le manque, de livres, de brochures, d'éditions anarchistes. Une série de publications est sortie ces derniers temps et a comblé en partie ces insuffisances. Nous les passerons rapidement en revue, en les classant en plusieurs catégories.

● I. — INTERET HISTORIQUE

Nous avons déjà signalé le livre consacré à Nicolas Stoïnoff : *Un centenaire bulgare parle* (1862-1963) (éd. Notre Route, BP. 81-20, Paris) — un des pionniers du mouvement libertaire bulgare, un des témoins, pendant de longues années, des luttes de ce mouvement.

La même édition vient de publier le deuxième tome de sa collection, consacré à *Georges Cheïtanov* (paru en bulgare, à paraître en français) — autre révolutionnaire anarchiste bulgare qui, bien que tombé très jeune sous les balles fascistes (1896-1925), a laissé derrière lui une trace lumineuse par son intelligence, sa fidélité, son action (douze ans de lutte clandestine et de prison, séjour en France, participation à la révolution russe de 1918).

Un autre exemple est celui d'*Emile Armand* (1872-1962), *Sa vie, son œuvre*, édité par La Ruche Ouvrière. Ce livre n'est pas uniquement destiné à rendre hommage à un camarade et un ami qui, pendant toute sa vie a défendu et développé des thèses de l'anarchisme individualiste, mais il essaie aussi de ressortir de son œuvre, ce qui est positif.

Les amis d'Elisée Reclus viennent de publier *Les Frères Elie et Elisée Reclus* (imp. Les Gondoles, 4-6, rue Chevreul, Choisy-le-Roi, Seine). La biographie d'Elisée (1830-1905), faite par son neveu Paul Reclus (lui-même anarchiste 1858-1941) est intéressante, mais aurait pu être complétée et enrichie car, en dehors de quelques extraits de lettres, on ne saisit pas bien la vraie image d'Elisée, compagnon de Bakounine, Kropotkine et tant d'autres anarchistes de la Première Internationale et de la Fédération jurassienne, lui-même participant à la Commune de Paris et exilé. La brève biographie d'Elie (1827-1904) par son frère Elisée est beaucoup plus vivante. Le livre aurait gagné en éliminant les répétitions des deux parties et en y ajoutant plus d'extraits de leurs propres écrits.

● II. — RECHERCHES SUR L'ANARCHISME ACTUEL

Un certain nombre d'anarchistes et d'autres ont senti la nécessité de résumer et d'actualiser l'anarchisme. Ainsi, les éditions Seghers, dans leur collection « Ecrits sur... » ont publié *Ecrits sur l'Anarchisme*. Après un bref avant-propos et un rappel du Larousse, sont donnés des extraits de textes choisis de Protagoras, Thucydide, Etienne de La Boétie, Diderot, William Godwin — considérés comme précurseurs ; puis des textes de Stirner, Proudhon, Bakounine, Louise Michel, Jean Grave et Georges Sorel — considérés comme théoriciens anarchistes. Le choix des auteurs est discutable : Diderot et Sorel, par exemple. Les textes ne sont pas toujours les meilleurs. Beaucoup de camarades se sentiront

sûrement « lésés » de ne pas y figurer comme représentants de l'anarchisme actuel (y sont uniquement P.-V. Berthier et Ch.-Aug. Bontemps). L'histoire de l'anarchisme est ramenée uniquement aux exploits des terroristes de la « belle époque ». Malgré ces insuffisances, le livre présente un certain intérêt car l'auteur montre un souci d'objectivité (par exemple sur l'Espagne) et aussi parce qu'il n'existe rien d'autre de ce genre...

Il y a en réalité un autre recueil de textes fait par le camarade André Respaut, publié il y a déjà quelque temps : *Sociologie Fédéraliste Libertaire* (imp. du S.O., 1, rue Tripière, Toulouse). Il reprend à peu près les mêmes auteurs (Han Ryner, Godwin, Proudhon, Bakounine, Stirner, Kropotkine, Tolstoï, J.-M. Guyau, Louise Michel, Elisée Reclus, S. Faure — mais aussi Nietzsche, Büchner !). Si, dans l'édition de Seghers, l'auteur a essayé d'être le plus objectif possible au risque de n'avoir aucune opinion personnelle, Respaut, par contre, donne une interprétation un peu trop personnelle sur les auteurs traités, un peu trop « philosophique », et il met l'accent un peu trop exclusivement sur l'individualisme et l'éthique. Ainsi, son anarchisme manque de vigueur et de réalisme, reste dans l'abstrait : il consacre une seule page à la révolution espagnole, et pourtant il y était.

Le camarade Maurice Fayolle a réuni une série d'articles qu'il a publiés dans « Le Monde Libertaire » en une brochure *Actualité de l'Anarchisme* (éd. Publico, 3, rue Ternaux, Paris (II^e)). Les vues de Fayolle sont souvent originales, toujours honnêtes, bien que de temps en temps discutables. Nous sommes surtout sensibles à ses efforts vers un anarchisme plus social et plus organisé.

Le groupe « Humanisme Libertaire » vient de faire paraître un livre où sont réunies trois études déjà publiées, en partie, dans leur revue : *L'Homme dans l'Industrie* par Jacques Bouyé, *Une expérience passionnante par cinq mille ouvriers*, par Laureano Riera, *Ballobar, une collectivité agraire en Espagne* par Gaston Leval. Nous ne sommes pas toujours d'accord avec les positions de l'« Humanisme Libertaire », mais nous sommes heureux de saluer ce livre qui met surtout l'accent sur les réalisations concrètes dans le monde industriel, ouvrier et agricole.

Un livre également récent est celui de Gaston Britel, *De la mythologie marxiste-léniniste* (éd. de la Moisson Nouvelle, commandes à Mme Demure, 17, rue Jouffroy-d'Albans, Lyon, 5^e). C'est un travail intéressant sur un sujet important que l'auteur a bien étudié. Nous sommes d'accord avec la plupart de ses constatations : sur le comportement mythologique dans la psychologie marxiste et surtout sur le rôle de Lénine en tant que tacticien et créateur de nouveaux mythes. Mais ce travail perd beaucoup du fait que les très nombreuses citations ne comportent jamais de références ; il nous semble aussi que l'interprétation du « phénomène russe » est un peu schématique et raciste, que ses conceptions sur le déterminisme économique, la chute proche du capitalisme, et son enthousiasme pour les conquêtes « scientifiques » sont assez naïves. Par contre, son attitude critique vis-à-vis de l'Est et de l'Ouest, sur le socialisme étatique et autoritaire, est plus positive que de nombreux écrits d'autres anarchistes.

Le livre de G. Britel ainsi que celui de Ch.-Aug. Bontemps *L'Anarchisme et le Réel* (dont nous avons parlé dans N & R n° 27), sont les plus discutables, mais aussi les plus originaux de tous ceux que nous venons de voir, et méritent

une attention particulière, non pas tant dans leurs conclusions, mais pour leur souci de recherche et d'actualisation.

Quatre autres livres doivent être signalés, bien qu'ils reprennent des textes un peu plus anciens : l'édition en italien des œuvres choisies de Camillo Berneri *Scritti Scelti — Pietrogrado 1917 — Barcellona 1937* (P.-C. Masini et A. Sorti, éd. Sugar, Galleria del Corso 4, Milano, Italie, août 1964) ; la plupart des articles concernent la discussion anarchisme-marxisme actualisée par la Révolution russe et la révolution espagnole.

P.-C. Masini poursuit aussi l'édition en italien de *Scritti editi e inediti di Michele Bakunin* (1^{er} vol. : « La teologia politica di Mazzini e l'Internazionale, 1871 ; 2^e vol. : « Ritratto dell' Italia borghese, 1866-1871 » ; 3^e vol. : « Scritti napoletani, 1865-1867 »). Cette édition (faite par Novecento Grafico, Bergamo, Italie, 1960) a l'avantage d'être beaucoup moins chère que l'édition en français de E.-J. Brill (Leiden, Pays-Bas) dont le 2^e tome des *Œuvres Complètes de Bakounine* vient de paraître.

Nous venons de recevoir *Breve Storia dell' Anarchismo* de Max Nettlau, édité en italien et traduit de l'espagnol « La anarquía a través de los tiempos » (Barcelone 1935) par Giuseppe Rose (Cooperativa tipografica editrice « Paolo Galeati », via Provinciale Selice 3/B, Imola, Bologne, Italie). Ce livre présente l'histoire la plus complète de l'anarchisme dans les différents pays depuis ses origines jusqu'à 1934 (le début du XX^e siècle est vu trop rapidement à notre avis). Le mérite du traducteur est d'avoir actualisé par de nombreuses notes le bon travail de Max Nettlau. Il est à signaler aussi qu'en dehors des éditions italienne et espagnole, existe l'édition russe de 1951 qui reprend le même texte mais donné d'une manière plus condensée et rapide : 120 pages contre 305 dans l'édition italienne. L'édition en italien est la meilleure et il nous semble important d'envisager une édition en français.

● III. — « FOLKLORE »

L'épopée de la Révolte. Le roman vrai d'un siècle d'anarchie (éd. Denoël) : ce titre pouvait suggérer qu'il s'agissait là d'un morceau de littérature héroïque, une sorte de geste collectif. En fait il s'agit d'un western, plutôt bon d'ailleurs : le livre se propose de retracer l'histoire de « l'exaltante chimère » en dressant le portrait de ses héros, de ses « chefs », ses « meneurs » comme les auteurs se plaisent à les nommer.

Ce qui situe bien la portée du livre, c'est la définition de l'anarchisme qui y est donnée au début : « système politique et social où l'individu se développe librement selon ses droits naturels et où la société se passerait du gouvernement central ». Dans cette formule sommaire et dubitative c'est, comme on le voit, non pas l'anarchisme qui est évoqué mais le vieux mythe du « bon sauvage ». Passons rapidement sur les trois premiers quarts du livre (Louise Michel « l'insurgée », « l'insaisissable » Ravachol, « l'indomptable » Marius Jacob, « les bandits tragiques ») où les auteurs manient l'adjectif pathétique avec plus ou moins de bonheur, pour en arriver au dernier chapitre qui s'intitule « Louis Lecoq, le dernier des grands « anars ». La mise en bière est somptueuse, on a gardé le meilleur pour la fin : le pacifisme en 14, le syndicalisme révolutionnaire, l'Ukraine, Sacco et Vanzetti, l'Espagne, encore le pacifisme, tout cela passe en trombe et le livre s'achève sur une note ascétique par le jeûne, « l'ultime

aventure de Louis Lecoq », le « Vincent de Paul de l'anarchie ». Le roman est assez exaltant, la vision finale bien rassurante, le public de la collection de luxe est bien content.

Ravachol et les anarchistes présenté par Jean Maitron (Archives Julliard) : le projet est à peu près semblable au précédent, avec cette différence que Maitron est un historien et qu'il n'appuie pas sur la tripe. Sans vouloir retracer l'histoire du mouvement anarchiste en France, ce qu'il a déjà fait, il nous livre quelques bons morceaux de son fond d'archives inédites. Les mémoires de Ravachol dictés à ses géoliers, le compte rendu d'audience du procès d'Emile Henri sont passionnants, presque convaincants même, le débat Monatte-Malatesta au congrès d'Amsterdam (1907) pose un problème qui, s'il semble être résolu à la lettre, vu l'évolution réformiste des syndicats, n'en demeure pas moins actuel quant au fond, problème généralement ainsi posé : pureté ou efficacité (1). Ce que l'on peut regretter, c'est que Maitron ait concédé ce titre aguichant, car dans la marmite qui orne la couverture, il y a à boire et à manger ; au menu un bon sandwich : une tranche de terrorisme, une couche de syndicalisme, le tout recouvert d'une tranche de banditisme, voilà qui est bien alléchant et fera sans doute marcher le commerce.

La conclusion du livre est assez ambiguë : « L'anarchie est morte, vive l'anarchie ! » ; constatant que « la pensée et l'action anarchiste d'antan se sont évanouies avec les rêves du siècle où elles se sont épanouies », Maitron n'en concède pas moins que « l'esprit libertaire demeure, une certaine conception du socialisme demeure ». Le jeu de mot est intéressant. Enterrer l'anarchie au passé... disons turbulent, afin d'en alléger l'anarchie-théorie révolutionnaire anti-autoritaire. C'est sans doute nécessaire, mais l'ambiguïté, l'insuffisance de Maitron viennent de ce que ce n'est pas « une certaine conception du socialisme » qui subsiste, mais l'anarchisme tel qu'il est défini depuis son apparition dans l'œuvre de Proudhon, développé par Bakounine et d'autres, repensé et ré-assimilé par chaque militant même s'il n'y a plus de grands théoriciens. Ce qu'il faut voir par delà les paroxysmes individualistes, les expériences communistes et syndicalistes plus ou moins heureuses, c'est la continuité du mouvement depuis la Première Internationale, non pour se référer à une quelconque bible, à une quelconque tradition, mais pour bien faire la part de ce qui relève des expériences empiriques d'un mouvement qui s'est constitué sur une idéologie socio-économique cohérente, et de ce qui relève de l'exaltation, d'un néo-romantisme du sang et de la dynamite, que la terminologie bourgeoise a consacré sous le vocable anarchie.

L'intérêt de ces deux livres pourrait être réel dans la mesure où ils inciteraient le lecteur à prendre plus ample connaissance de l'anarchisme ; à cet égard le livre de Maitron est le meilleur, vu son public étendu. Notons cependant l'incroyable lacune dans la bibliographie : Proudhon, Bakounine, Kropotkine, Malatesta et tout ouvrage traitant du rôle des anarchistes pendant les révolutions russe et espagnole. Ces livres qui se situent sur le plan folklorique permettent d'assimiler (2) le mouvement anarchiste à certaines péripéties sanglantes, marginales, dans l'histoire du mouvement ouvrier.

Nous avons lu également *L'Histoire barbare du Français* (François Pichon, Seghers). Ce livre ne mérite certainement pas d'être signalé, mais Jérôme Gauthier, dans « Le Canard enchaîné » du 4 novembre 1964 lui ayant consacré un article plein de louanges, nous sommes loin d'être de cet avis. On trouve

dans ce livre deux chapitres concernant la Commune et l'anarchie. L'auteur est présenté par Gauthier comme « historien de vocation », doué d'une « passion farouche de la non-violence et de la paix ». Aussi, on s'étonne, à chacune des 509 pages, de ne trouver que conformisme, jugements rapides, superficiels, schématiques, et pas la moindre objectivité. Ce ne sont pas quelques paragraphes intéressants sur le « siècle de Louis XIV », l'hostilité héréditaire du français et de l'allemand, la révolte des Canuts, le cloître Saint-Merry et la barbarie coloniale, qui nous feront oublier ses jugements sur l'armée de la révolution de 1789 (des « sacripants »), les communards (« iconoclastes ») et le « banditisme anarchiste ». Nous noterons également : en Algérie (1830), « la civilisation remplace la barbarie ». Il nous semble que Jérôme Gauthier a lu ce livre trop vite.

● IV. — PUBLICATIONS REÇUES

Nous ne ferons ici que mentionner brièvement des publications récemment reçues. A l'occasion du *Centenaire de la Première Internationale*, un grand nombre d'articles, de livres, de numéros spéciaux ont été publiés. Les marxistes de toute sorte en ont profité pour ressortir leurs vieilles haines et perpétuer leurs calomnies sur le caractère « petit-bourgeois, fractionniste, utopiste » des socialistes anti-autoritaires de la Première Internationale (entre autre, dans le livre de Jacques Duclos, le numéro d'octobre de « Voix Ouvrière », etc.). Il serait utile de refaire un travail d'ensemble sur cette question.

« *Esprit* » d'octobre 1964, à propos de la « cité future », traduit quelques pages de Lewis Mumford « *The City in History* » qui doit sortir bientôt (éd. du Seuil). L'auteur s'inspire entre autre du travail de Kropotkine « *Champs, usines, ateliers* » en considérant qu'il a « près d'un demi-siècle d'avance sur les théories des économistes et des techniciens contemporains » en ce qui concerne le problème de l'organisation urbaine, de la déconcentration, des possibilités industrielles, culturelles, etc.

Le problème d'autogestion, de la vie communautaire et coopérative a également été l'objet de plusieurs publications. Daniel Guérin, dans « *Révolution Africaine* » (27 juin 1964) a fait une étude fort intéressante, « *Autogestion en Espagne révolutionnaire* ». L'article a été repris dans « *Espoir* ».

Albert Meister a publié « *Socialisme et Autogestion, l'expérience yougoslave* » (éd. du Seuil) dont nous parlerons plus en détail dans notre prochain numéro.

La revue « *Archives Internationales de Sociologie de la Coopération* » (revue très intéressante) a consacré un numéro spécial au « *Socialisme autogestionnaire en Yougoslavie* » (n° 14, juil.-déc. 1963, 7, av. Franco-Russe, Paris 7°).

Nous avons également reçu le « *Bulletin intérieur d'autogestion* » d'Algérie (Coopérative Frantz Fanon, 24-26, rue de la Liberté, Alger). Le n° 1 reprend les textes législatifs, le n° 2 donne plus de détails sur leur expérience actuelle. Nous reviendrons également sur cette question.

Clara Malraux a publié cet été « *Civilisation du Kibboutz* » (éd. Gonthier, 32, rue Washington, Paris 8°, dans la collection « Femmes » dirigée par Colette Audry). C'est un livre vivant et passionnant qui essaie de comprendre un des exemples les plus intéressants de la vie communautaire, qui l'expose sous forme d'un récit entrecoupé de témoignages concrets, de données historiques, d'explications de fonctionnement, de statut et de l'économie, d'impressions, de descrip-

tions détaillées de plusieurs kibboutzim, d'enquêtes sur les femmes et les enfants, etc. Les difficultés que l'auteur décrit sont sensiblement les mêmes que celles que nous avons perçues dans notre étude sur les kibboutzim (N & R n° 23) : « un noyau socialiste dans un monde capitaliste » et « ce noyau veut avoir une valeur exemplaire et espère être susceptible d'agir par contamination » ; « un avant-poste d'une société nouvelle qui suscite certaine méfiance dans « un gouvernement qui pour être travailliste n'est en rien révolutionnaire ». Les quatre-vingtièmes des frontières sont couverts par les kibboutzim », « zone d'exploitation, particulièrement difficile », et « l'attitude des autorités peut ne pas sembler très compréhensive ». Et puis aussi les crises propres au kibboutz, surtout en ce qui concerne leur besoin en main-d'œuvre, et le « travail mercenaire » (c'est-à-dire rétribué), la mentalité complètement différente des nouvelles vagues d'émigrants, et celle de certains kibboutzniks attirés par la vie plus facile des villes. Il nous semble que Clara Malraux simplifie un peu le problème des Arabes, qui est beaucoup plus complexe, et avant tout politique et racial ; l'Etat d'Israël et le sionisme sont aussi mal placés pour le résoudre que le racisme de la Ligue arabe et les ambitions de Nasser. Elle ne dit pas grand chose de la guerre « préventive » du Sinaï et de l'affaire de Suez. La question religieuse n'est pas non plus suffisamment traitée, et pourtant... Malgré cela, c'est un livre à recommander.

On peut être tenté de tirer quelques conclusions à partir de ces quelques lectures :

— L'anarchisme, en tant que théorie, pratique, et histoire, suscite de plus en plus d'intérêt.

— Les recherches historiques semblent avoir adopté un style particulier : à partir de la vie et de l'œuvre d'un homme, on essaie de saisir une époque et un mouvement. Cette méthode est très employée actuellement parce que plus vivante et plus concrète, mais elle présente le danger de fractionner et de personnaliser l'histoire, d'ignorer beaucoup d'autres facteurs et d'autres participants.

Par contre, les auteurs qui font des études d'ensemble utilisent une méthode plutôt dépassée : non seulement ils s'efforcent de résoudre les problèmes complexes qui ne peuvent être compris par les connaissances d'un seul individu, même le mieux doué et le mieux armé de bonne volonté, mais ils ignorent les travaux précédents ou parallèles portant sur le même sujet. On voit ainsi, à côté de pages claires et logiques, d'autres plutôt médiocres avec des affirmations gratuites, sinon contradictoires. Leur travail reste finalement celui d'un amateur, à une époque où l'amateurisme ne paie pas. Si l'on admet (ce qui n'est pas toujours le cas) la possibilité de faire aujourd'hui une synthèse logique et réaliste, cela n'est réalisable qu'en coordonnant les connaissances et les efforts. Sébastien Faure a démontré que c'était possible, même chez des anarchistes, avec « L'Encyclopédie anarchiste ».

P.-C. VIDAL.

(1) Ce qui est un faux problème. Il y a là trois moments qui sont confondus : 1) l'« efficacité » dans l'activisme, hier Monatte choisissant la révolution bolcheviste, aujourd'hui certains s'acquitant à des personnalités politiques ou des organisations (F.O., P.S.U., F.M.) ; 2) la pureté de la tour d'ivoire : l'élaboration de théories humanisantes ; 3) une position difficile entre le militantisme quotidien avec toute son ambiguïté, et l'étude théorique qui anticipe tellement sur la réalité.

(2) Voir l'« honnête » article de « France Observateur » (15-10-1964) « Au temps des « prolos perdus ».

Vient de paraître :

L'HOMME DANS L'INDUSTRIE
par Jacques BOUYE

UNE EXPERIENCE PASSIONNANTE PAR 5 000 OUVRIERS
par Laureano RIERA

BALLOBAR, UNE COLLECTIVITE AGRAIRE EN ESPAGNE
par Gaston LEVAL

120 pages, pour 3 francs, y compris l'expédition

Notre adresse est : Lagant, B.P. 113, Paris 18^e (ne pas mentionner « Noir et Rouge »), C.C.P. Paris 16.682.17.

Prière de nous signaler tout changement d'adresse.

Prix du numéro : 170 F.

Abonnement annuel de quatre numéros : 6 F.

Abonnement de soutien : selon vos possibilités.

Brochures Noir et Rouge :

- Espagne 62 — en collaboration avec Informations et Correspondances Ouvrières (Blachier, 13 bis, rue Labois-Rouillon, Paris 19^e) 0,60 F
- Anarchisme — En collaboration avec la Libertarian League (P.O. Box 261, Cooper Station, New York, N.Y., U.S.A.), d'après Encyclopédie Britannica, éd. 1958. Octobre 1963 0,40 F
- Pierre Kropotkine fédéraliste — par C. Berneri, suivi d'une biographie de Berneri. Janvier 1964 0,45 F
- Espagne Rouge et Noire — édité par l'U.G.A.C. dans le cadre de ses conférences imprimé. Conférence faite par le groupe de Noir et Rouge, le 13-12-1963, à Paris 1,50 F
- Collectivités anarchistes en Espagne Révolutionnaire — brochure qui est le complément de la conférence précédente (avec des traductions d'Isaac Puente, Gaston Leval, Vernon Richards), Mars 1964 0,60 F
- L'Organisation — les anarchistes et les problèmes de l'organisation révolutionnaire. Conférence faite le 20-3-1964, à Paris, dans le cadre des conférences organisées par l'U.G.A.C.
-

Directeur de la publication : LAGAN, B. P., 113, Paris-18^e

Imprimé à Paris, 10, rue de Montmorency - 3^e